

Vingtième année

N° 87

4^{ème} trimestre 1999

40 FF

Belgique 240 FB

6 Euros

ISSN 0249-0072

Les Nouvelles d'Afghanistan

Politique

Le poids des sanctions de l'ONU

Histoire

Malalai, le Jeanne d'Arc afghane

Editorial

Un léger espoir ?

Vingt ans ! Cela fait vingt ans que les Soviétiques envahissaient l'Afghanistan, le 27 décembre 1979. Ce faisant les dirigeants du Kremlin poursuivaient une politique qui n'a jamais été parfaitement élucidée: voulaient-ils élargir encore leur empire ? ou bien comme certains l'ont pensé, agissaient-ils de manière défensive pour se prémunir de toute tentative américaine de compenser leurs déboires en Iran ? Cela ne fait peut-être pas beaucoup de différence tant il est vrai que l'attaque est la meilleure des défenses ! Les communistes du monde entier, au premier rang desquels Georges Marchais, étaient en tout cas persuadés qu'il s'agissait là d'un nouveau pas de la marche inéluctable du progrès et que les chars russes apportaient à l'Afghanistan la paix, le développement et la justice.

Vingt ans plus tard, rappeler cela semble incongru. L'Afghanistan est dans un tel état de misère, d'oppression, de régression sociale et de désespérance, que le rêve ancien de quelques apprentis sorciers apparaît à la fois comme invraisemblable et criminel. Les méthodes cruelles qui furent utilisées alors pour appliquer de force l'utopie de ceux qui se croyaient l'avant-garde du peuple peuvent-elles être oubliées maintenant que la guerre civile s'est instaurée et que d'autres rêveurs fous veulent instaurer leur pouvoir sous couvert d'une autre nouvelle société dite islamique ? Je ne crois pas. Les crimes des uns ne peuvent faire oublier les crimes des autres.

Pour autant, sans oublier le passé, ni même le douloureux présent, il faut rester attentif aux nouveaux développements qui pourraient créer un certain espoir. Le projet de l'ancien roi de réunir une Loya djirga est-il de ceux-là ? On peut l'accueillir avec un certain scepticisme, car d'avoir tant attendu et d'avoir été si souvent déçu par les tentatives avortées des uns et des autres ne peut que rendre prudent. Cependant, cette initiative arrive dans un contexte où elle pourrait avoir sa chance. Le mécontentement des Etats-Unis à l'égard des Tâlebân a accentué l'isolement de ceux-ci sur la scène internationale. Et l'on croit deviner que si les Etats-Unis trouvaient une alternative crédible, ils n'hésiteraient pas. Reste l'inconnue de la politique du nouveau pouvoir pakistanais. Sa force (momentanée ?) peut lui permettre de prendre de nouvelles orientations s'il vient à penser que les Tâlebân constituent une impasse et même un danger potentiel pour l'avenir même du Pakistan.

Un élément essentiel pourrait être le degré de mobilisation que l'initiative de l'ancien roi suscitera dans la société afghane à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Celle-ci est tellement désireuse d'en finir avec les massacres sans perspectives qu'elle s'emballera dès qu'une alternative lui paraîtra prendre de la crédibilité. Le semblant de soutien international que l'initiative du roi a reçu joue certainement en sa faveur. Si rapidement elle arrivait à se développer elle pourrait trouver un support populaire important. Si au contraire, rien ne se concrétisait rapidement, elle rejoindrait la longue liste des essais non transformés de restaurer la paix.

Etienne GILLE
(le 16 décembre)

Site Internet AFRANE/CEREDAF

http://ourworld.compuserve.com/homepages/afghanistan_France/

Les Nouvelles d'Afghanistan

SOMMAIRE N° 87

AUJOURD'HUI

La réunion de Rome
par H. MALEKYAR et A. TARZI _____ 3

Le poids des sanctions de l'ONU
par Olivier TIRARD-COLLET _____ 5

Lettre du Hazaradjat _____ 9

AIDE HUMANITAIRE

MSF dans le nord afghan
Entretien avec Joanne LIU _____ 10

AMI en Afghanistan
par Philippe BONHOUR _____ 11

Douter et participer
par Olivier TIRARD-COLLET _____ 13

HISTOIRE

L'histoire ne doit pas être déformée
par Kacem FAZELLY _____ 16

Malalâi, la Jeanne d'Arc afghane
par Amin TARZI _____ 18

ACTUALITE

Chronologie, brèves, bibliographie __ 21

La dislocation de l'Union soviétique
et l'Afghanistan
par Maïddin SHAMS _____ 28

Photo de couverture: Suite à l'offensive des Tâlebân sur la plaine de Chamâli en août 1999, une famille de réfugiés s'est installée sous des arbres dans la vallée du Pandjchir.

Photo Tellus-News. Anders Sæther/Peter Hornfelt

Adresse E-mail
ceredaf@club-internet.fr

Les Nouvelles d'Afghanistan

BP 254 75524 PARIS Cedex 11

La réunion de Rome

par Helena MALEKYAR et Amin TARZI

Du 22 au 25 novembre, une importante réunion s'est tenue à Rome, à l'initiative de l'ancien roi Zahir Chah, en vue de rechercher le retour de la paix en Afghanistan par le biais de la tenue en Afghanistan d'une loya djirga. Cette réunion a créé un certain espoir parmi les Afghans. Hélène Malekyâr était l'une des huit femmes participant à la rencontre.

Les tentatives de règlement pacifique, notamment les efforts de paix des Nations unies, sont restées vaines face à un conflit interminable. Alors que la situation semble quasiment désespérée en Afghanistan même et que la communauté internationale est de plus en plus attachée à parvenir à une solution pacifique consensuelle, l'ex-Roi d'Afghanistan, Mohammed Zahir Chah, a récemment décidé d'intervenir dans la ligne de l'initiative de paix qu'il avait proposée auparavant. Ainsi, une Loya djirga, grande Assemblée afghane, doit être convoquée de manière à ce que les représentants du peuple choisissent leur futur système politique et leurs prochains dirigeants. En conséquence, un groupe de 76 Afghans a été invité à Rome du 22 au 25 novembre 1999 pour étudier et proposer les modalités de convocation d'une Loya djirga extraordinaire.

Le Comité d'organisation de la Loya djirga se composait d'hommes et de femmes représentant les divers groupes ethniques, linguistiques, religieux et politiques. Pour la première fois depuis plus de vingt ans dans la vie socio-politique de l'Afghanistan une participation active des femmes a été recherchée. Huit des neuf femmes invitées étaient présentes lors de la réunion et leur présence était loin d'être symbolique. C'est dans une atmosphère cordiale que se sont rencontrés responsables religieux, universitaires, intellectuels, scientifiques, chefs militaires et responsables tribaux. Il semble bien qu'ils aient tous décidé de faire abstraction des divergences qui sont apparues ou qui parfois se sont aggravées pendant les vingt dernières années de guerre. Lors de la réunion de Rome, l'accent a plutôt été mis sur le grand nombre de points communs et sur l'intérêt général. Les participants ont eu la sagesse de comprendre qu'il était essentiel qu'un réel souci de paix l'emporte sur les questions d'intérêt particulier.

Le lundi 22 novembre au matin, Sa Majesté Zahir Chah a ouvert la session en évoquant le drame vécu par le peuple d'Afghanistan ces vingt dernières années. Il a exprimé sa reconnaissance aux modjahedin et a proposé de prier pour ceux qui ont succombé comme martyrs de la Résistance à l'envahisseur soviétique. L'ex-monarque a ensuite invité les membres du Comité d'or-

ganisation à concevoir un projet de convocation d'une Loya djirga extraordinaire. Il a désigné le *Sardar*¹ Sultan Mahmoud Ghazi comme suppléant pour présider la réunion et MM. Mohammed Kacem Fazelly et Abdul Khaliq Fazl comme secrétaires.

Le vice-ministre italien des Affaires étrangères, le sénateur Valentino Martelli, est intervenu au nom du gouvernement italien pour soutenir l'initiative de paix du roi. Les Nations unies, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suisse, le Pakistan, l'Iran, l'Arabie saoudite, la Turquie, le Japon, la Fédération de Russie et les Etats-Unis étaient aussi représentés à la cérémonie d'ouverture.

Les participants se sont mis au travail l'après-midi du même jour en tenant une séance plénière pendant laquelle plusieurs d'entre eux ont fait des déclarations et participé au débat général. Des délégués ont immédiatement demandé la cessation immédiate des hostilités et de l'ingérence extérieure. Ils ont estimé qu'il était urgent de revenir à l'institution traditionnelle de la Loya djirga pour rechercher une solution favorisant une paix juste et durable.

Pendant les deux jours suivants, les délégués se sont répartis en trois sous-comités chargés de tâches particulières : le premier d'entre eux devait décider du lieu et de la forme de la Loya djirga, notamment du nombre de représentants, de leurs qualifications et de l'ordre du jour de l'Assemblée. Le deuxième a examiné les détails des mesures pratiques destinées à convoquer la Loya djirga en gardant à l'esprit la dimension interne et internationale du problème. Le troisième a élaboré des projets de structures administratives et financières, et évalué les besoins en ressources et en personnel nécessaires à l'organisation et à la tenue de la Loya djirga.

Les décisions

Tous les participants se sont réunis à la fin en session plénière pour discuter et voter sur les sujets soumis par les différents sous-comités. Voici quelques-uns des principaux points qui ont été alors adoptés :

- La Loya djirga extraordinaire sera réunie en Afghanistan

aussi rapidement que possible.

- Elle sera constituée de 400 représentants, élus ou désignés par les districts, les provinces ou les communautés (une liste détaillée des différents pourcentages de représentants figure dans la résolution finale). L'ancien roi désignera 100 représentants supplémentaires.

- La loya djirga extraordinaire choisira un gouvernement de transition ainsi que le chef de ce gouvernement et désignera un comité pour superviser la rédaction d'une nouvelle constitution.

- En vue d'obtenir un soutien international pour la réunion de la Loya djirga, des délégations se rendront auprès des Nations unies, de la Conférence islamique, des pays voisins, des Etats-Unis, des membres de l'Union européenne et d'autres gouvernements pour expliquer les résultats de la réunion de Rome et rechercher leur coopération et leur soutien.

- La coopération et le soutien des Talebân et du Front uni seront recherchés et leurs représentants seront invités à participer à ce processus.

- En vue de populariser cette démarche à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afghanistan, l'ouverture de bureaux sera envisagée dans les pays voisins, avec l'accord de leur gouvernement. De même des réseaux de soutien seront constitués en Afghanistan et dans le monde.

- Un conseil exécutif est constitué afin de mettre en œuvre les décisions du comité d'organisation. Le Bureau

de Rome sera renforcé pour coordonner les activités politiques et financières et conduire les relations publiques.

Dans l'après-midi du 25 novembre, Sa Majesté l'ancien roi est revenue dans l'enceinte de la réunion et a remercié les délégués pour leurs travaux, ainsi que le gouvernement italien pour les facilités accordées à la réunion de Rome. Il a rappelé aux participants la tâche difficile qui les attend pour mettre en œuvre ce programme. Pourtant, l'ancien roi s'est montré optimiste et plein de foi dans l'attachement et la détermination du peuple afghan à voir le retour d'une paix juste et durable.

La réunion s'est terminée par une conférence de presse à laquelle ont participé la presse internationale, dont la télévision française, et des journalistes afghans en exil. Des observateurs afghans et non-afghans ont dit avoir été agréablement surpris par l'atmosphère amicale et efficace dans laquelle la réunion de Rome s'est déroulée. Sardar Sultan Mahmoud Ghazi, par exemple, a admis être venu à la réunion avec un certain scepticisme, mais en être ressorti plein d'espoir, après avoir constaté le désir de paix et la foi des délégués dans l'initiative du roi. Le chargé d'Affaires français, M. Berthault a fait également part de son optimisme. ■

1. prince

Les participants

(Les noms suivis d'une étoile sont ceux de personnes qui n'ont pas pu se rendre à la réunion)

Général Abdul Wali * (cousin du roi) ; **Sultan Mahmoud Ghazi** (cousin du roi, ancien ministre); **Pir Sayed Ahmad Gailani** (un des dirigeants du djihad); **Prof. Hazrat Sibghatullah Mujaddidi** (autre chef de parti, ancien président d'Afghanistan, après la chute de Nadjibullah); **Shaykh Mohammad Assef Mohseni *** (chef d'un parti chiite); **Prof. Abdul Sattar Sirat** (ancien ministre, conseiller du roi); **Dr. Abdul Samad Hamed *** (ancien vice-premier ministre); **Hedayat Amin Arsala** (ancien ministre des finances en 1993, ancien fonctionnaire à la Banque Mondiale, Ahmadzay du Nangarhar); **Sayed Mohammad Ali Jawid** (adjoint de Mohseni); **Azizullah Wassefi** (chef de la tribu Alikozay de Kandahar); **Sayed Nasser Naderi** (chef de la communauté ismaélienne, ancien gouverneur de Baghlân); **Commandant Abdul Haq** (l'un des commandants les plus connus du parti de Y. Khaled); **Mangal Hussayn** (commandant pach-toun originaire de Baghlan); **Abdul Qadir Imami Ghori** (érudit de Ghor) ; **Malek Zarin** (commandant du Kunar); **Pohand Gul Rahman Qazi** (professeur et ancien doyen de la faculté de droit et de sciences politiques de Kaboul); **Dr. Mohammad Kacem Fazelly** (juriste, professeur à l'Université de Paris); **Mohammad Chafiq Chirzai Gul Agha** (commandant de Kandahar, fils de Hadji Latif); **Maolawi Abdul Rahman Djenabi** (de Kandahar) ; **Maolawi Fazl Hadi Chinwari** (de Nangarhar); **Abdul Baqui Assemi** (connu comme Khalifa Sahib de Nawin, Sôufi, pir de Hérat); **Fazl Karim Aymaq *** ; **Tadj Mohammad Qari Baba** (ancien gouverneur de Ghazni à l'époque Rabbani); **Hamed Karzai** (chef de la tribu Popalzay de Kandahar); **Dr. Abdul Khaliq Fazl** (intellectuel de Kandahar vivant en Australie); **Hadji Abdul Karim Atchekzay** (chef de la tribu Atchekzay); **Abdul Samad Nourzay** (un des chefs de la tribu Nourzay); **Molla Chir Mohammad** ; **Abdul Hanan Djadji** (Paktia); **Patcha Khan Zadran** (commandant de Paktia); **Wakil Chahbaz Ahmadzay** (adjoint de Maolawi Mohammad Nabi Mohammadi durant le djihad); **Mohammad Ayoub Assil** (Mangal de Paktia) ; **Mohammad Ismail Qassemyar *** ; **Sayed Mohammad Hussayn Rizwani Bamyani** (commandant de Bamyan), **Nadir Ali Mahdawi** (religieux haza-

ra); **Niamatullah Chahrani** (professeur ouzbek du Badakhchan); **Rais Abdul Bari**; **Abdul Karim Makhdom** (Turkmène); **Dr Ahmad Mochahid ***; **Abdul Hakim Spin**; **Wakil Abdul Zahir**; **Abdul Rahman Gargitch** (chef baloutch du Nimroz); **Mme Soraya Sadid** (responsable d'une ONG de Washington); **Mme Khadija Balkhi ***; **Mme Tadjwar Kakar** (de Kunduz, militante pendant le djihad); **Mme Fakhria Massoum Alefi** (Nouristanie résidant en Californie); **Mme Zohra Rasikh** (réside à Washington); **Mme Amena Afzali** (de Hérat, dirige une ONG à Machhad); **Mme Fatima Gailani** (fille de Pir Gailani, militante pour les droits des femmes); **Abdul Djabbar Taqwa** (intellectuel tadjik); **Nour Mohammad Qarqin** (Turkmène); **Khayr Mohammad Khan**; **Hadji Mollah Chir Mohammad**; **Mohammad Nadir Atach** (spécialiste en statistiques de l'éducation, demeurant à Washington); **Gholam Mostafa** (commandant du Wardak); **General Abdul Raouf Safi**; **Lal Mohammad Akbari** (de Daikundi); **Dr. Mohammad Yousof Nouristani** (anthropologue, responsable d'une ONG basée à Peshawar); **Mohammad Hassan Nouri ***; **Dr. Sayed Makhdom Rahin** (intellectuel, de Kaboul); **Dr. Mohammad Ishaq Naderi** (économiste à l'Université de New York, Qizilbach de Kaboul); **Abdul Rahim Chirzoy** (ancien diplomate, Mohammadzay); **Dr. Mohammad Amin Farhang** (sciences politiques, fils de l'historien Mir M. Siddiq Farhang); **Mme Rona Mansouri** (fille de l'ancien premier ministre, Dr. Yousof); **Dr. Anwar ul-Haq Ahadi** (professeur de Sciences politiques aux Etats-Unis et responsable du parti Afghan Millat); **Général Abdul Rahim Wardak** (adjoint de Pir Gailani); **Dr. Abdul Rahman Achraf** (géologue, Mohammadzay); **Gholam Ghaos Waziri** (ancien secrétaire du roi); **Ing. Mohammad Ishaq Chahryar** (homme d'affaires en Californie, de Kaboul); **Dr. Bachir Ahmad Zikria** (médecin à New York, Mohammadzay); **Nour Ahmad Delawari** (banquier aux Etats-Unis) ; **Ingénieur Abdul Hamid Siddiq** (Nouristani); **Mohammad Akram Lodin** (Canada); **Abdul Madjid Aziz** (Mohammadzay); **Ahmad Moussa** (homme d'affaires de Kandahar demeurant en Californie); **Helena Mailkyar** (historienne, défenseur des droits des femmes, Californie).

Le poids des sanctions de l'ONU

par Olivier TIRARD-COLLET

Le 15 octobre, le Conseil de Sécurité des Nations unies a adopté des sanctions économiques contre l'Afghanistan des Tâlebân, pour obtenir la livraison d'Ossama Ben Laden. Ces sanctions sont entrées en application le 14 novembre. Même si elles ont un caractère relativement limité, elles manifestent l'isolement des Tâlebân sur la scène internationale. Les Etats-Unis qui s'étaient montrés indulgents à leur égard au moment de leur apparition et de leur expansion fulgurante, donnent ainsi l'impression de les avoir lâchés, même si leur but final reste peu clair. O. Tirard-Collet replace ces sanctions dans leur contexte local et en évalue la portée.

Même en bien piètre état, la tour du ministère des communications est le plus haut bâtiment et le plus moderne de Kaboul. Le grand hall au rez-de-chaussée accueille la poste centrale de Kaboul. Les queues n'y sont guère plus longues qu'en France, et les guichetiers parfois plus conviviaux. Une salle au sous-sol regroupe les boîtes postales, dont les clés sont détenues par les bénéficiaires de ce service bien utile, puisque les boîtes aux lettres n'existent plus, les adresses évoluant au gré des mouvements des habitants qui déménagent d'un quartier à l'autre ou arrivent tout juste des provinces, pour certains en catastrophe. Les aérogrammes coûtent 5000 Afghanis (le prix d'un œuf), et si on n'achète plus les timbres, datant pour certains de l'ère Daoud, à leur valeur nominale, les lettres pour l'étranger partent et arrivent - rapidement. Ou plutôt volent. Non loin de là, dans l'immeuble qui abrite aussi l'Hôtel Kaboul, le bureau d'Ariana, la compagnie nationale de transports aériens, a été repeint d'un bleu pimpant et les vitrines changées où trône une maquette de Boeing aux couleurs de la compagnie. Des affiches vantent "de nouvelles destinations internationales". Les avions d'Ariana, trois Boeing 727 pour les vols internationaux et quatre Antonov pour les liaisons domestiques, rescapés de la guerre et des missiles qui s'abattent régulièrement sur l'aéroport, ne font plus guère que quelques vols hebdomadaires transportant passagers et cargo entre les principales villes du pays - Kaboul, Kandahar, Djalalabad et Hérât - et vers Dubaï, seule destination étrangère depuis l'arrêt des vols vers le Pakistan et l'Inde. Les appareils sont à bout de souffle; deux catastrophes aériennes en 1998 ont fait au total une centaine de victimes. Mais le courrier passe, et avec lui une grosse partie du vital "sérum", surnom des envois de la diaspora afghane vers leurs familles restées à Kaboul.

L'exaspération de l'ONU

La compagnie Ariana est la première visée par les sanctions appliquées le 14 novembre par les Nations unies, en accord avec la résolution 1267 (1999) du Conseil de Sécurité, adoptée le 15 octobre 1999¹. Au propre comme au figuré, cette résolution est le dernier avatar en date dans la série de tentatives explorées pour capturer et juger Ossama Ben Laden depuis les attentats d'août 1998 contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya. Elle résultent par ailleurs de l'exaspération croissante des Nations unies, traduite dans le dernier rapport trimestriel du Secrétaire général². Dans des termes dénués d'ambiguïté, celui-ci exprimait sa frustration et son inquiétude quant à l'apparente volonté des Tâlebân de poursuivre leurs objectifs par des moyens purement militaires, la reprise des combats avec une intensité accrue, la politique systématique de terre brûlée et de déplacement des civils, le doublement de la production annuelle d'opium. Finalement, M. Annan relevait l'absence totale d'"utilité pratique" du groupe de discussion dit de 6+2³, dont le dernier sommet à Tachkent en juillet avait abouti à une déclaration commune des participants insistant sur la nécessité d'une solution politique au conflit, la mise en place d'un gouvernement représentatif, la reprise de négociations entre le Front uni et les Tâlebân, et l'arrêt de soutien étranger à l'un ou l'autre protagoniste. En fait d'engagement, les combats reprurent une semaine plus tard avec une série d'offensives meurtrières des Tâlebân dans le nord de Kaboul et, notait le Secrétaire général, l'ingérence soutenue des Etats voisins, notamment l'envoi de recrues - dont de nombreux enfants - en provenance du Pakistan. A nouveau, les rapporteurs sur les Droits de



Dessin de Zahoor, *The Frontier Post*, 23/11/99

l'Homme et la situation des femmes revenaient avec des conclusions alarmantes ⁴. L'envoyé spécial du Secrétaire général en Afghanistan, Lakhdar Brahimi décidait peu après, le 19 août, de jeter l'éponge et annonçait la suspension de sa mission. Le lendemain, Kofi Annan invitait les Tâlebân à "se réveiller" et à travailler à l'établissement de la paix avec la communauté internationale.

La précédente résolution 1214 du Conseil de Sécurité le 8 décembre 1998, restée lettre morte, avait menacé les Tâlebân de "mesures" – sans en spécifier la nature – suite à l'assassinat de diplomates iraniens et face à la tournure ethnique que prenait le conflit après les massacres de Mazar-e Charif. Elle invoquait la résolution contre le terrorisme internationale émise en 1998 ⁵. Les mises en garde s'étaient succédées tout au long de l'année, qualifiant les Tâlebân de "menace pour la paix et la sécurité régionale et internationale" Face à tant d'insistance, les Tâlebân opposent la fermeté mettant en avant leurs "devoir d'hospitalité", mais soufflent le chaud et le froid, se disant tour à tour inflexibles puis prêts à négocier avec les Etats-Unis, offrant des solutions elles-mêmes rejetées par les USA et finalement annonçant la volonté de Ben Laden de quitter l'Afghanistan pour une destination secrète. Les contacts entre les Tâlebân et les Etats-Unis ne sont jamais totalement rompus, mais l'affaire est grave pour tous deux.

Les sanctions

Les Etats-Unis, suite à l'échec de mesures visant à tenter d'exfiltrer l'ennemi public numéro un, dont une récompense de 5 millions de dollars ou l'infiltration probable d'agents, complétèrent dès le 10 août 1999 leurs sanctions économiques unilatérales datant de juillet interdisant à tout Américain – et partant les grandes compagnies pétrolières échaudées par l'épisode du gazoduc – de commercer avec les Tâlebân, et décidèrent de geler les capitaux d'Ariana, accusée d'être un "pourcevoyeur de fonds pour les Tâlebân"... Les responsables de la compagnie de 1200 employés répliquèrent alors que les effets de ces mesures seraient négligeables – il semble effectivement que seuls quelques commerçants de Chicken Street soient affectés. L'Inde décida le 27 août de fermer la ligne d'Ariana avec Amritsar. Le poids des Etats-Unis au sein du Conseil de Sécurité a accéléré le rythme. Avec l'imposition des sanctions par les Nations unies, l'ensemble des pays membres est à présent contraint de fermer ses aéroports aux vieux avions

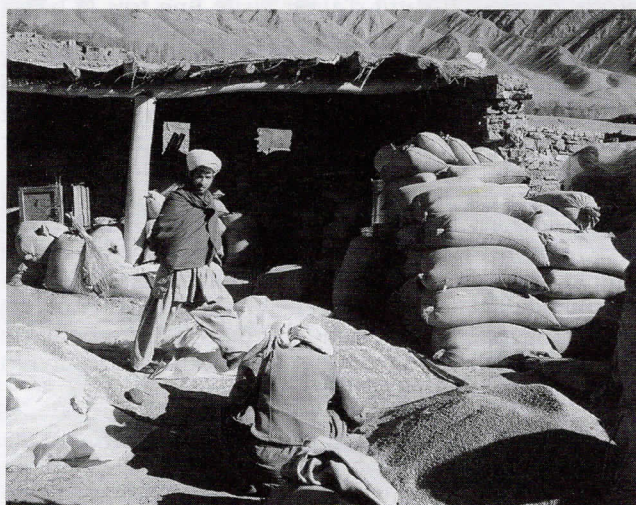
bleus et blancs.

Dans ses attendus, la nouvelle résolution reprend ses condamnations des violations du droit international et des Droits de l'Homme, particulièrement à l'égard des femmes, ainsi que sa volonté de voir ses précédentes résolutions appliquées. L'accent est clairement mis sur le terrorisme et le devoir pour tout Etat d'extrader et poursuivre les terroristes, en accord avec la notion de "menace pour la paix" énoncée dans la charte des Nations unies (art VII): les Tâlebân, sous l'appellation d'"Emirat islamique d'Afghanistan", sont accusés de soustraire Ben Laden à la justice américaine. La résolution exige qu'ils cessent donc d'offrir refuge et soutien aux organisations terroristes internationales et remettent Ben Laden afin que celui-ci soit jugé, sous peine d'encourir des sanctions cette fois clairement détaillées (§4) et applicables à compter du 14 novembre: les Etats membres doivent geler les capitaux et ressources financières des Tâlebân – 80% des ressources du gouvernement afghan proviennent du commerce transfrontalier –, ainsi que les capitaux des entreprises liées aux Tâlebân, et interdire aux "aéronefs appartenant aux Taliban ou affrétés ou exploités par les Taliban ou pour le compte des Taliban" de décoller ou d'atterrir sur leur territoire, à l'exception des vols humanitaires ou pour motifs religieux. Les sanctions sont suivies par un comité "composé de tous les membres du Conseil", chargé d'assurer l'application des mesures par les pays membres, de rendre compte des violations et des effets des sanctions au Conseil de Sécurité, et d'étudier les possibilités de dérogations. Notamment, il est du ressort du comité de savoir si l'IATA ⁶ doit payer les services de contrôle aérien aux autorités afghanes pour le survol du territoire – Ariana survit en grande partie de ces droits.

Les Etats-Unis tenteront de convaincre les pays musulmans membres du Conseil de sécurité de participer au comité, mais la proposition ne rencontre pas l'enthousiasme. La résolution insiste lourdement sur le devoir des Etats de s'y conformer, répondant en cela aux griefs exprimés par Kofi Annan concernant les manquements des pays voisins dans leurs engagements au sein du groupe "6+2". Ces exigences ont été appuyées le 22 par une déclaration du président du Conseil de Sécurité Sergey Lavrov, condamnant les Tâlebân pour l'offensive de juillet et pour la protection accordée aux "terroristes", et exprimant son inquiétude quant aux volontaires étrangers combattant auprès des Tâlebân.

Dans une "lettre aux citoyens américains", Mullah Omar a menacé le 9 novembre les USA de "tempêtes et de tremblements de terre" et autres "surprises". Les autres officiels ont vite crié à "l'injustice" et à la "cruauté" des mesures. Les Tâlebân demandent tout d'abord plus de temps dans l'imposition des sanctions. Puis plaident pour que le seul service public récemment remis en état et encore debout dans le pays, la poste, soit exclu des sanctions au même titre que les vols pour le Hadj. Le directeur des services postaux Maolawi Allahdad, insiste sur le caractère vital du seul lien direct entre les Afghans et la diaspora, si l'on veut éviter de faire le voyage vers le Pakistan afin d'envoyer ou recevoir une lettre.

De leur côté, la première réaction des représentants des Nations unies sur place est sans équivoque: Erick DeMul, à la tête de l'UNOCHA (l'organisme des Nations unies pour l'aide humanitaire), s'indigne que les sanctions ne toucheront "que ceux qu'elles ne devraient pas affecter : les citoyens afghans". A l'occasion du lancement du Coordinated Appeal, son adjoint M. Ahmed Farah déclare que les sanctions n'attireront que plus



"Augmentation spectaculaire du prix du blé". La majorité des denrées de consommation dans les villes est importée du Pakistan. Photo J. Mathonnat

d'"hostilité" envers les agences des Nations unies, et décourageront le retour de réfugiés. L'aide humanitaire n'étant pas touchée par les sanctions, le Programme Alimentaire Mondial poursuit néanmoins ses distributions de farine dont les bénéficiaires deviennent de plus en plus nombreux du fait des combats et des 140 000 personnes déplacées à Kaboul et dans le Pandjchir. Mais en même temps il lui faut négocier avec Kaboul le droit de passage pour le Pandjchir.

Parmi les effets immédiats qui ont suivi l'imposition des mesures, on doit probablement compter les attentats à la rocket contre des installations des Nations unies et des Etats-Unis à Islamabad le 12 novembre dont les auteurs sont toujours en fuite. L'autre réaction immédiate sont les manifestations vraisemblablement orchestrées par les Tâlebân dans la journée du 14 au cours desquelles des bureaux des Nations unies sont pris d'assaut à Kaboul, Djalalabad et Hérat, où le bureau du HCR est littéralement lapidé. Le 16, Mullah Muttawakil, ministre des Affaires étrangères, promet à Erick DeMul de payer pour les dégâts et offre des garanties de sécurité, mais les expatriés des ONG et des Nations unies ont préféré évacuer le pays sans plus attendre.

Fermeture des frontières et spéculation

L'augmentation spectaculaire des prix de la farine de blé qui accompagne l'annonce puis l'imposition des sanctions (78% à Kaboul entre fin septembre et novembre selon le Programme Alimentaire Mondial, les prix ont doublé à Ghazni et Kandahar et ont augmenté de plus de moitié au seul mois de novembre⁷) est également due aux négociations sur les droits de douane avec le Pakistan. Peu de temps avant d'être renversé, Nawaz Sharif avait dramatiquement retourné son soutien contre vents et marées aux Tâlebân, les accusant soudain, suite à des rencontres de haut niveau avec les responsables américains et à une série de sommets entre l'Inde et les Etats-Unis, de soutenir des camps d'entraînement terroristes et d'être à l'origine des violences sectaires qui font alors rage au Pakistan. Les partis islamistes s'indignent bien évidemment de telles accusations. Mais le mouvement d'humeur souligne aussi un contentieux plus profond, tenant à la porosité de la frontière pakistano-afghane, lieu de tous les trafics.

En octobre, le gouvernement menace de mettre fin

à l'ATTA (voir encadré). En outre, le blé manque dans la Province pakistanaise du Nord-Ouest où les prix grimpent, alors que les Tâlebân s'étaient flattés au printemps de ne pas avoir besoin d'importer plus de blé pour cette année. De son côté le Pakistan se plaint de devoir importer toujours plus de céréales pour pouvoir couvrir ses besoins propres en plus de ceux de l'Afghanistan⁸.

Au lendemain du coup d'Etat le 12 novembre, le discours est celui de la fermeté: pas un seul camion ne franchit la frontière, fermée par le nouveau pouvoir. Le prix du grain augmente considérablement à Kaboul, passant de moins de 2 \$ le ser (7 kg) à 3 \$. L'Afghanistan

L'accord de transit entre le Pakistan et l'Afghanistan

L'ATTA, Afghan Trade Transit Agreement, fut signé en 1965 entre l'Afghanistan et le Pakistan permettant officiellement à l'Afghanistan, pays enclavé, d'importer des biens de consommation via le port pakistanais de Karachi, sans que ceux-ci fussent soumis durant ce transit aux taxes pakistanaises sur les importations. Ces produits ne sont taxés qu'à leur entrée en Afghanistan par l'Etat afghan, à un niveau bien inférieur aux taxes pakistanaises. Plus de 400 produits entraînent ainsi dans cet accord. Du fait de l'impossibilité de contrôler efficacement la frontière pakistano-afghane et du statut politico-légal particulier de la zone tribale des provinces du Baloutchistan et de la Frontière du Nord-Ouest, bon nombre de ces marchandises, allant de l'alimentation aux équipements électroniques, en passant par les textiles, les cigarettes et les automobiles, finissaient pas retraverser la frontière pakistanaise en contrebande – souvent à dos d'homme en files indiennes continues le long de sentiers montagneux, ou au bord de la route entre Torkham et Peshawar – pour aboutir à nouveau sur d'immenses bazars dans les territoires tribaux et dans les marchés des villes pakistanaises. La perte financière pour le Pakistan s'élevait officiellement en 1992-93 à 3,5 milliards de roupies (87,5 millions de dollars), atteignait 11 milliards de Roupies (227 millions de dollars) en 1993-94, puis 20 milliards Roupies (500 millions de dollars) en 1994-95, accroissement formidable depuis l'arrivée au pouvoir des Tâlebân. On estime qu'avec 100 milliards de Roupies, la contrebande due à l'ATTA compte pour un tiers du total de l'économie souterraine au Pakistan (350 milliards de Roupies, 8,75 milliards de dollars). Les routes de la contrebande sont aussi suivies par les trafiquants d'armes et de drogue. Le Pakistan avait unilatéralement décidé de retirer 66 articles de la liste des produits non taxés dans les années 80, puis n'autorisait plus que 82 articles en 1999, retirant magnétoscopes, télévisions, antennes satellites de la liste. Six containers étaient ainsi retenus depuis 1993 à Karachi par les autorités portuaires, un contentieux entre les deux pays qui ne s'est dénoué qu'en novembre 99 après forces négociations, lorsque 101 articles furent remis par le Pakistan renonçant ainsi à 153 millions de dollars de droits de douane. La faiblesse des droits de douane afghans en fait une route privilégiée pour les transporteurs afghans et pakistanaïses, qui importent en toute illégalité des biens de Dubaï, nœud économique et commercial de la région, vers le Pakistan, via Karachi et l'ATTA, mais aussi par voie de terre à travers l'Iran, passant par Bandar Abbas, ne s'acquittant que d'un droit de transit, puis Hérat, et Quetta via le poste frontière de Chaman.

manque effectivement de blé, suite à une baisse de 16% des récoltes due à la sécheresse de l'hiver, et aux combats de l'été dans les terres à blé des plaines de Chamâli. Les Tâlebân envoient alors des équipes négociocier avec Islamabad, ministre des Affaires étrangères et ministre du Commerce en tête, et finalement le trafic reprend peu à peu. L'attitude future du Pakistan vis-à-vis des sanctions reste de fait bien incertaine, alors que les défenseurs des Tâlebân, Jama'at-e Ulama en tête, se répandent en menaces et que l'ancien ministre de l'intérieur Naseerullah Babar, qui appelait les Tâlebân ses "enfants", condamne vigoureusement les Nations unies. Par la voix du nouveau ministre des Affaires étrangères Abdul Sattar, le Pakistan s'inquiète de son côté des conséquences de l'imposition de sanctions pour sa propre économie et sa stabilité politique, alors qu'il héberge toujours 1,3 millions de réfugiés, et annonce qu'il poursuivra son aide "morale et financière" à l'Afghanistan.

En Afghanistan, les premiers touchés par les interdictions de vol sont les expatriés afghans, dont les "businessmen" travaillant à Dubai dans l'import-export, et qui ne peuvent plus importer les denrées vendues sur les bazars afghans, mais surtout les tonnes d'équipements électroniques convoyés dans les cargos d'Ariana pour être revendus en contrebande dans les marchés "gris" de Karkhanou dans la zone tribale de Peshawar, ou du Balouchistan.

Par ricochet, les petites gens de Kaboul, peu susceptibles de s'offrir une télévision depuis 1996, souffrent de la même manière du fait de la spéculation: le cours de l'Afghani est fixé dans le Saray-e Chah Zada de Kaboul, dont les principaux agents de change sont aussi ces mêmes businessmen. La majorité des denrées de consommation dans les villes sont importées du Pakistan, alors que l'agriculture vivrière (blé, riz) est sacrifiée au profit de la beaucoup plus lucrative culture du pavot dont de nombreux acteurs tiennent aussi boutique dans le même marché du change de Kaboul. Les oignons cultivés dans les plaines de Chamâli – jusqu'aux dernières exactions militaires de juillet et août – sont ainsi achetés et exportés au Pakistan par de grands commerçants, et une partie est "réimportée" en Afghanistan, le prix du ser d'oignons ayant entre-temps doublé. Les prix, indexés sur le rapport Afghani/Dollar et Afghani/Roupie sont sujets à d'énorme fluctuations. Directement ou indirectement, du fait de la spéculation, c'est l'ensemble de la population qui ressent l'effet des sanctions sur Ariana et la fermeture des frontières.

Par défi ou simple calcul économique, suite à la visite d'hommes d'affaires afghans à Machhad, l'Iran décide de son côté le 17 novembre d'ouvrir sa frontière à Islam Qala fermée depuis août 1998 et de rouvrir son consulat tout en se défendant officiellement de changer de politique vis-à-vis des Tâlebân. L'ouverture génère un soudain boum économique à Hérat, à nouveau encombrée de camions et fourmillant de marchands dans ses markets et sarays où transitent les denrées importées. Tous ces véhicules doivent auparavant faire séjour dans la douane (gomrok), où leur contenu est inspecté, et taxé (\$700 par conteneur en moyenne, ce qui est négligeable en comparaison des droits de douane pakistanais). Les transporteurs, fervents soutiens des Tâlebân et acteurs d'importance dans leur victoire de septembre 1995 dans l'ouest, se frottent à nouveau les mains. La conséquence première est un nouveau contre-coup psychologique, puisque dans l'heure qui suit l'accord et son annonce, l'Afghani se redresse face au dollar et à la roupie faisant ainsi chuter le prix de la farine d'un tiers. Miracles du téléphone satellite et de la BBC

World Service. Il suffit d'avoir visité une fois le bazar de Manday-e Ard de Kaboul pour se rendre compte de la versatilité des cours de la farine, qui augmentent ou s'effondrent à tous moments selon l'offre supposée (ouverture/fermeture de la frontière pakistanaise) et la demande réelle ou le démarrage de négociations d'achat en masse.

Les Tâlebân déclarent de leur côté qu'ils vont se mettre à la recherche de nouveaux partenaires commerciaux, on parle de contacts avec l'Australie et le Kirghizistan. Le Pakistan annonce finalement qu'il sera capable de vendre du blé à l'Afghanistan. Pour les Tâlebân, la crise se désamorce, mais à l'approche de l'hiver, le bâzâr est devenu et reste toujours beaucoup plus cher pour la population.

Une arme incertaine

La politique des sanctions est une arme dans la panoplie des pressions diplomatiques à l'encontre d'un pays, figurant ici sur la plus noire des listes des Etats-Unis. Mais outre le fait que les embargos n'ont que rarement fait la preuve de leur efficacité, les sanctions arrivent ici un peu à froid : des moyens beaucoup plus explosifs avaient déjà été mis en œuvre par les Etats-Unis en août 1998. La politique américaine vis-à-vis des Tâlebân avait alors subi un net tournant autour de l'affaire Ben Laden, passant d'un discret soutien à un franc antagonisme ; des incohérences que les Tâlebân et leurs appuis ne se privent pas de souligner. Les sanctions, somme toute bien modestes, contre Ariana exaspèrent en fait une situation de pénurie due aux relations avec le Pakistan mais surtout à la reprise violente des combats et aux destructions et déplacements de population qui suivirent. Il est à craindre que cette arme, dans ce contexte, ne s'avère à double tranchant : aisément contournées, n'affectant que très légèrement les groupes visés, mais se répercutant largement sur les habitants, les sanctions ne vont pas redorer le blason des Nations unies. Même si, porté aux nues par les groupes militants pakistanais mais déjà bien encombrant pour nombres de responsables Tâlebân, M. Ben Laden ne passe pas pour un héros auprès de tous les Afghans, ceux-ci risquent de trouver la pilule un peu amère. ■

(29 novembre 1999)

1 On peut consulter cette résolution sur le site de l'ONU, <http://www.un.org>

2 *The Situation of Afghanistan and its Implications for International Peace and Security – Report of the Secretary General*, United Nations Security Council, agenda item 50, 21/09/1999 (<http://www.reliefweb.int>). La résolution 1193 (28/08/98) demande au secrétaire général de tenir le Conseil de Sécurité régulièrement informé.

3 Ce groupe de médiation réunit les pays voisins de l'Afghanistan (Chine, Iran, Ouzbékistan, Pakistan, Tadjikistan, Turkménistan) et les "2" grandes puissances Etats-Unis et Fédération de Russie.

4 Notons que Mme Coomaraswamy, enquêtant en septembre sur les violences faites aux femmes, avait estimé que si "elle n'a jamais vu de telles souffrances", elle n'en tenait pas moins le gouvernement Rabbani responsable d'avoir introduit les premières restrictions.

5 La résolution 1189 (1998) adoptée le 13/08/98 suite aux attentats de Dar es-Salam et Nairobi condamne les actes de terrorisme, et demande aux Etats de coopérer pour lutter contre le terrorisme.

6 Association du Transport aérien international.

7 Programme alimentaire mondial des Nations unies, *Impact of Border Restrictions on Cereal Prices in Urban Areas in Afghanistan WFP Afghanistan - November 1999, November 23rd, 1999*. In: DIIA Afghanistan Weekly Update 339/ <http://www.reliefweb.int>

8 Le Pakistan importe 3 millions de tonnes de blé par an; les besoins sont de 20 à 21 millions de tonnes afin de conserver 1 million de tonnes de réserves et assurer les 0,6 millions de tonnes dont l'Afghanistan a besoin.



Lettre du Hazaradjat

Les nouvelles en provenance de la province afghane sont devenues rares. En Hazaradjat, par exemple, il n'y a plus de voyageurs étrangers, et les volontaires européens, qui se comptent sur les doigts d'une main, peuvent difficilement témoigner de la réalité sans mettre en danger le travail de leur organisation et les Afghans avec lesquels ils travaillent. Nous avons reçu pour notre part cette courte lettre donnant quelques indications sur la situation dans la partie méridionale de cette région qui bénéficie d'une sorte de liberté surveillée de la part des Tâlebân.

Le Hazaradjat est relativement calme et les gens vivent leur vie habituelle. On ne voit pas d'hommes armés dans la population et on n'entend jamais de coups de feu. L'administration des districts (*oulouswali*) est sous la responsabilité de personnes de la région. Ces responsables ne parlent jamais des questions de barbe ou de coiffure pour les hommes, ni de la manière de cacher son visage pour les femmes. Aucun changement dans

la vie personnelle des gens n'est intervenu, même si on voit habituellement les hommes porter la barbe. Les ONG ont l'autorisation de travailler comme à l'accoutumée. Dans les parties reculées de l'Hazaradjat, la loi tâleb risque de ne pas s'implanter.

La situation économique

Au bazar, il y a une grande abondance de biens et on y trouve de tout à des prix convenables. La population vend les animaux (bœufs ou moutons) à Ghazni ou Kaboul. Mais cette année 99 a été très sèche en Hazaradjat car il n'y a pas eu de précipitations pendant l'hiver dernier. De ce fait, les gens ont très peu cultivé et les récoltes ont baissé de 50%. A part cela la situation des gens n'est pas mauvaise. En réponse à la sécheresse, le Programme Alimentaire Mondial continue son aide ce qui a fait baisser le prix du blé. Un ser de blé (7 kg) vaut 60 000 afghanis, un kg de thé 90 000, un kg de sucre 25 000, un ser de riz 50 000 (environ 40 F), un kg de graisse 30 000, un mouton, environ 700 000 et un bœuf, cinq à huit millions d'afghanis. [Un franc vaut environ 6 500 à 7 000 afghanis, NDLR]. Relativement aux prix des années précédentes [quand les Tâlebân faisaient le blocus de la région, NDLR], il y a une baisse de 50 %. Le principal problème de la population, actuellement, c'est le blé. Le prix de la farine augmente tous les jours, à cause de l'arrêt des approvisionnements en blé pakistanais. Parmi les ONG qui travaillent en Hazaradjât il y a OXFAM, Solidarités, Action Contre la Faim (ACF) et Chohada [sans oublier MADERA, NDLR].

La situation politique

Il n'y a pas de guerre et les gens sont heureux du calme et de la sécurité. Au nord du Hazaradjat, le parti Wahdat est encore présent. En septembre, le Wahdat a pris le contrôle de quelques secteurs de Dae Kundi dans la province d'Ourouzgân (sud du Hazaradjât). Mais il est reparti et a disparu.

Actuellement ce sont MM. Akbari et Fakouri (pir Behechti) qui sont hâkem pour le Hazaradjât. Certains responsables de la région estiment que la politique des Tâlebân à l'égard des femmes changera bientôt. ■

Hazaradjat, 1990. Photo S. Nordmann



MSF dans le nord afghan

Entretien avec Joanne LIU

Médecins sans frontières, qui vient d'obtenir le prix Nobel de la Paix, est présent en Afghanistan depuis les premiers mois de l'invasion soviétique, il y a 20 ans. Alain Marigo a rencontré Joanne Liu, assistant responsable de programme à MSF, qui lui a parlé de l'action actuelle de MSF dans le nord-est de l'Afghanistan. ⁽¹⁾

Retour au Badakhchân

Médecins Sans Frontières avait quitté le Badakhchân en 1990, suite à l'assassinat de l'un de ses membres. Une mission exploratoire effectuée en novembre 1998 a constaté l'isolement de cette région, ainsi que les problèmes d'accès aux soins de la population: c'est ce qui a motivé, au début de cette année, l'ouverture de deux missions, à Eskachem et dans la région de Fayzâbâd. A Eskachem, l'équipe médicale, composée de deux expatriés (un médecin et une sage-femme) entourés de personnel local, couvre une zone d'environ 12 000 habitants répartis sur 60 villages.

Le docteur Joanne Liu, qui revient d'une mission d'évaluation, explique que pour des raisons d'autonomie, la logistique se fait depuis Khorog, de l'autre côté de la rivière Pandj, au Pamir tadjik où MSF apporte aussi son aide. Le centre de santé d'Eskachem fonctionne quatre jours par semaine (à raison de 40 consultations par jour environ). L'échange de compétences et d'expériences, le contact et le dialogue médical entre les expatriés et le personnel afghan sont très stimulants. Une autre clinique est ouverte à Zebâk, avec deux jours de consultations par semaine (à raison d'une vingtaine de consultations à chaque fois).

Les consultations pour les femmes reposent plus particulièrement sur la sage-femme, qui doit aussi s'occuper de la formation du personnel local, ainsi que de l'intendance médicale: commandes et gestion de la pharmacie, conseils techniques à propos des pansements et de tout ce qui touche à l'hygiène. L'information et l'éducation sanitaire des femmes sont insuffisantes. Le taux de mortalité des femmes étant élevé, une action importante doit être entreprise dans les campagnes. Le relais des autorités locales et des médecins afghans est indispensable pour que l'information circule et soit comprise. Afin de bien informer et préparer les femmes en période prénatale, le contact doit passer par des personnes "reconnues" dans les villages, comme les Afghanes faisant office de sages-femmes.

Pandjchir

Il faut deux jours de piste aux équipes de logistique pour atteindre Rokha, dans la vallée du Pandjchir, où

se trouve le centre médical dans lequel MSF apporte son aide. La région s'est peuplée de tous les réfugiés ayant fui la plaine de Chamâli après les événements de début août. La politique de terre brûlée des Tâlebân a poussé les habitants de la plaine soit à fuir vers Kaboul, soit à se réfugier, à pied, dans le bas de la vallée du Pandjchir. Une partie de ces déplacés a été logée chez l'habitant, une autre occupe des tentes fournies par ACTED, qui a par ailleurs entrepris un plan de rénovation d'habitations destinées à 2 500 familles parmi les plus démunies, celles qui ont tout perdu, maisons et biens. Pour sa part, l'organisation anglaise OXFAM a entrepris aussi, mais à Gulbahâr, un programme de réhabilitation des habitations ayant subi quelques dégâts, afin que leurs occupants puissent revenir assez vite dans leurs murs.

MSF a installé une clinique médicale sous tente à Anaba pour les déplacés et pourvoit en eau potable et sanitaires les camps de toile montés par ACTED. Des couvertures sont fournies, il est même envisagé d'apporter des kits de chauffage pour tentes en prévision de l'hiver. A l'hôpital de Rokha, MSF a tablé sur l'urgence avec un apport en médicaments. Cette population déplacée est fragilisée et c'est la raison pour laquelle, au-delà des consultations et des soins de routine, Médecins Sans Frontières a entrepris de vacciner plusieurs dizaines de milliers d'enfants contre la rougeole. Quatre expatriés s'activent (un logisticien, deux infirmières et un médecin), entourés d'un personnel local fiable et efficace. Ils se rendent régulièrement dans d'autres cliniques isolées ou des centres médicaux ponctuels tenus par du personnel afghan. L'hiver est long dans ces régions et les équipes sont là pour plusieurs mois. Pour l'ensemble des associations de secours, il faudra être attentif quant aux ressources alimentaires disponibles.

MSF travaille également à Kaboul, à Ghazni, dans la province du Hazarajat, ainsi qu'auprès des réfugiés afghans en Iran, dans la région de Machhad. D'autres équipes sont présentes à Taloqan, Kunduz, Maymana, Hérat, Badghis et Kandahar. ■

(1) Voir dans le n° 85 des *Nouvelles d'Afghanistan* un article sur l'ensemble de l'action de MSF en Afghanistan

AMI en Afghanistan

par Philippe BONHOUR

AMI (Aide Médicale Internationale) est active en Afghanistan depuis le début des années 80, très peu après le début de l'invasion soviétique. Les grandes lignes de l'histoire de la présence d'AMI en Afghanistan recourent l'histoire même du pays. Retour sur ces vingt dernières années d'aide et point sur la situation actuelle.

Les débuts : AMI va là où les autres ne vont pas

Dans les mois qui suivent l'invasion soviétique, AMI, petite association humanitaire, envoie rapidement une équipe de bénévoles qui s'installe à Peshawar et commence à aider les réfugiés qui affluent au Pakistan dans la région frontalière. Après quelques mois de conflit, ils constitueront la plus importante population réfugiée au monde ; au milieu des années 80 leur nombre dépassera 3,5 millions (l'Afghanistan comptait 15 millions d'habitants avant l'invasion soviétique). Les autorités pakistanaises sont alors débordées par l'ampleur du problème. AMI, avec ses moyens limités, ne peut pas apporter une aide significative. L'aide aux réfugiés est assurée par de grandes organisations qui ont des accords avec le gouvernement pakistanais pour travailler dans les camps. Bien vite AMI opte pour des actions à l'intérieur du territoire afghan, où les populations ne peuvent bénéficier d'aucune forme d'aide. Il s'agit d'opérations clandestines, car le gouvernement pakistanais, et encore moins le gouvernement afghan n'autorisent les membres des ONG à traverser la frontière. Evidemment les Pakistanais ferment les yeux, mais la prudence s'impose. Ce style d'action convient mieux à AMI, qui préfère éviter les contacts formels avec les autorités et agir en faveur de ceux qui restent dans le pays par choix ou par manque de moyens pour fuir. Jusqu'en 1983, AMI organise des missions dans différentes régions, avec une prédominance pour le Logar et le Pandjchir. D'année en année un réseau de partenaires locaux se met en place, chaque mission laissant derrière elle des médicaments et du matériel et surtout un peu plus de connaissance.

Les difficultés

En 1983, deux drames viennent assombrir les perspectives de travail en Afghanistan : la capture de Philippe Augoyard par les Soviétiques et la blessure d'une infirmière pendant un bombardement. Elle devra rester seule plusieurs mois dans un village isolé en attendant de pouvoir regagner le Pakistan. Le docteur Augoyard sera libéré après plusieurs mois d'une pénible détention et après avoir été obligé de déclarer en public que les objectifs réels des organisations humanitaires étaient de déstabiliser l'Etat afghan et de compromettre les résultats de la "révolution"

Il est alors décidé de ne plus aller en Afghanistan, ce qui compromet les résultats à long terme des actions entreprises. Que vont devenir les agents de santé patiemment formés au fil des missions ? Sans les visites des équipes, garderont-ils le moral ? Resteront-ils compétents ? Où trouveront-ils de quoi travailler ? Et... que vont devenir les populations dont la santé dépendait d'AMI ?

AMI : une association orientée vers la formation

La réponse à ces questions fut la création du MTA (Medical Training for Afghan), hôpital école dans lequel des agents de santé afghans venaient suivre une formation de 18 mois, plus tard ramenée à 16 mois. Les étudiants sont logés dans l'hôpital. Le matin, ils participent aux soins des patients hospitalisés et aux consultations externes, l'après midi, ils assistent à des cours donnés par les expatriés assistés d'une équipe de traducteurs. L'hôpital est ouvert aux réfugiés afghans, sa capacité est limitée à 20 lits et à 60 consultations par jour. Les patients sont sélectionnés de façon à avoir une activité de soin la plus proche possible de celle des dispensaires dans lesquels les élèves travailleront ; il a toujours été dit que l'objectif principal était la formation, les soins étant un moyen. Les étudiants sont présentés par des organisations qui soutiennent des structures sanitaires en Afghanistan, il faut absolument éviter de former des gens qui ne travailleront pas.

Parallèlement au MTA, AMI met en place d'autres formations : technicien de laboratoire, manipulateur radio, technicien dentiste. Un cours de recyclage est aussi organisé pour les anciens étudiants du MTA. Un jour, un constat s'impose, une formation de qualité demande des moyens importants, l'hôpital, installé dans une maison d'habitation, n'est pas très fonctionnel. Dans le cadre d'un contrat avec la Communauté Européenne, AMI participe à la construction d'un centre de formation à Peshawar, dans lequel l'hôpital-école prend place.

La période MTA durera près de 10 ans, prenant fin en 1992, année de la chute du gouvernement communiste, car il devenait alors possible de mener des actions de formation à l'intérieur même de l'Afghanistan en recherchant un partenariat avec le nouveau gouvernement. Pendant ces dix ans AMI avait beaucoup chan-



Février 1982. Vallée du Pandjchir.
Un résistant blessé sera soigné par les
membres de la mission médicale d'AMI.
Photo J. L. Bromond

gé : AMI travaillait maintenant au Pakistan au service des réfugiés, et surtout AMI était devenue capable d'obtenir des financements institutionnels, ce qui allait avoir une grande influence sur son futur. Mais bien davantage, en formant plus de 100 agents de santé originaires de presque toutes les provinces, et aussi grâce aux relations amicales qui s'étaient développées entre les étudiants, leurs formateurs expatriés et l'équipe locale, AMI avait constitué un réseau de sympathie dans tout le pays.

Retour " à l'intérieur " : AMI et le développement

Malgré la difficile année 83, l'idée de missions intérieures n'avait pas totalement été abandonnée. Dès la fin des années 80, des missions d'évaluation sur le terrain sont organisées, principalement dans le Logar et le Pandjchir. Dans le même temps et au même endroit, on commence à former des femmes dans les villages, de façon à pouvoir améliorer le niveau sanitaire des accouchements et les soins aux enfants.

En 1990 débute la reconstruction de l'hôpital de Baraki Radjan, dans le Logar, projet financé par l'OMS. Les travaux commencent alors que le gouvernement communiste est toujours en place. Malgré deux premières années difficiles, les murs montent, le personnel est recruté, l'équipement et des médicaments sont acheminés. Et en 1993, le premier service ouvre. Dès 1992, AMI avait repris des activités de formation d'agents de santé dans le Logar. Plus tard, un centre de formation sera construit à côté de l'hôpital.

Pendant cette période, AMI s'implante dans la région Est, plus particulièrement dans le Kunar où deux dispensaires sont ouverts. 1993 voit aussi la création de Salamati, publication trimestrielle destinée aux agents de santé. Il n'en existe pas d'autres en Afghanistan.

Le soutien d'AFRANE

AFRANE participe financièrement à l'équipement et au fonctionnement du premier étage de l'hôpital de Mehterlam, pour l'hospitalisation des femmes. Par ailleurs, AFRANE a apporté également son aide au programme nutritionnel de Médecins du Monde au bénéfice des réfugiés du Pandjchir. Vos dons seront les bienvenus pour financer ces deux actions.

En 1995, en partenariat avec le ministère de la santé, AMI commence à travailler dans Kaboul. Il s'agit de rénover le laboratoire central puis de soutenir son activité par la remise à niveau des techniciens et la fourniture d'appareils et de réactifs. En plus AMI apporte son soutien aux activités de PMI en ville, en collaboration avec d'autres organisations médicales : Terre des hommes, et Médecins du Monde entre autres.

En 1996, AMI se lance dans un projet Logar bis, cette fois dans le Laghman, avec l'hôpital de Mehterlam. Il est déjà construit, mais beaucoup reste à faire, notamment en ce qui concerne la motivation et le niveau de certains personnels, et aussi pour l'amélioration de la santé des femmes.

Cette période faste, riche en innovation, prend fin avec l'arrivée des Tâlebân à Kaboul. Les pressions exercées sur les organisations humanitaires provoquent le départ de la plupart d'entre elles.

Les nouveaux enjeux

Que faire dans le domaine de la santé en Afghanistan sous le régime des Tâlebân ? Evidemment, il faut s'occuper des laissés pour compte que sont les femmes, mais aussi les personnes déplacées lors des combats au nord de Kaboul. Faut-il pour autant se plier à tous les diktats du nouveau pouvoir ?

AMI est présente dans le Pandjchir au niveau de quatre dispensaires en haute vallée. Il existe un projet d'extension de la mission vers le débouché de la vallée dans la plaine de Chamali.

Ailleurs, il existe quelque espoir. Dans le Laghman, et dans le Logar, des femmes travaillent dans les hôpitaux. Dans les dispensaires du Laghman, nous avons pu mettre en place des formations d'agents de santé féminin. Bien que les expatriés responsables soient partis depuis plusieurs mois, les activités de supervision continuent. Chaque mois, une formatrice rencontre les agents de santé de villages et réfère vers l'hôpital les femmes enceintes qui doivent y être suivies. L'activité de l'hôpital a augmenté, surtout sa fréquentation par les femmes. Maintenant d'autres villages demandent à avoir des agents de santé féminins formés. Ceci n'aurait pas été possible sans le soutien des autorités locales qui défendent le projet auprès du ministère de la Santé. Le soutien des autorités a pu être obtenu par une patiente négociation et en mettant en avant le bénéfice que la population pouvait tirer de nos actions. En général les autorités locales sont proches des populations. Reste maintenant à pouvoir reproduire ce modèle dans d'autres provinces. ■

Douter et participer

par Olivier TIRARD-COLLET

Réfléchissant sur les contradictions qu'il a rencontrées en tant que chercheur en sciences humaines, chargé de la responsabilité d'un programme humanitaire, Olivier Tirard-Collet défend un point de vue un peu inédit : loin de nuire à l'objectivité du chercheur, l'engagement dans un programme humanitaire peut faciliter l'approche et la compréhension d'un "terrain" difficilement accessible du fait de la guerre. On pourra également lire dans la rubrique bibliographie sa note sur un article de P. et M. Centlivres examinant la même question avec un point de vue différent.

Après que Malinowski l'eût inaugurée et intronisée durant la première guerre mondiale avec sa monographie sur "les argonautes du Pacifique occidental", l'enquête de terrain en anthropologie est restée un rituel de passage et d'initiation. L'ethnologie, c'est le terrain, le terrain, c'est l'ethnologie. Comme toute science, l'anthropologie se doit d'avoir son laboratoire, ses expériences, que le sens recherché soit hypothético-déductif ou inductif. Du terrain se conçoivent les hypothèses, et au terrain se confrontent les analyses. Le terrain valide ou infirme, corrobore ou défait, mais toujours sanctionne la recherche. Il est éthiquement codifié, techniquement cadré. Que dire donc d'une recherche, et que peut dire une recherche qui ne parvient pas à se transporter physiquement sur le terrain ?

Mon projet de recherche entamé en 1995 concernait alors l'étude proprement dite des efforts de reconstruction à l'œuvre dans la ville afghane de Hérât, en comparaison avec le modèle islamique de la cité - il s'agissait de comprendre les mécanismes mis en jeu par les institutions de la cité islamique et les dynamiques de la société afghane pour réagir à la destruction et entreprendre une reconstruction, ainsi que d'examiner en quoi, dans le cas de Hérât, les transformations induites par la reconstruction modifient, altèrent l'idéal-type de la cité islamique.

Confronté aux rugosités du terrain afghan, le beau projet s'est soldé par une réflexion sur les difficultés du chercheur confronté à son terrain, ainsi que sur la notion d'échec en matière de recherche. Pourtant, trop souvent chargé de connotations négatives, l'échec trouverait sa rédemption dans une démarche consistant à en considérer les aspects constructifs et enrichissants, tant concernant les résultats que la redéfinition et l'affinement des méthodes et des disciplines.

Pourquoi tant de doute ?

Cette recherche sur les efforts de reconstruction en milieu urbain débuta au printemps 1995 - l'espoir existait alors d'une pacification à l'échelle régionale, dans un Afghanistan toujours en proie aux démons de la guerre civile. J'accédai à Hérât par une route qui serpente entre les minarets de la madrasa de Husein Baiqara, tout de faïences bleues parés, dressés vers le ciel comme autant de témoins d'un riche passé et d'un présent incertain. A l'automne 1995, la guerre rattrapa en effet la douce vallée du Hârî Rûd. Alors que les cicatrices de l'invasion soviétique restaient douloureuses, de nouvelles blessures s'approfondissaient.

Peu à peu, l'Afghanistan s'est fermé. Le nouveau régime des Tâlebân a imposé, continuellement, de nouveaux obstacles à l'entrée dans le pays, tandis que la guerre s'éternise, s'étend, se radicalise et se professionnalise. Nous revoici dans l'ère des grandes offensives, des conspirations internationales, des milliers de morts sur des fronts qui s'enterrent. La guerre s'accompagne d'un raidissement idéologique et social, la religion devient instrument patent de coercition politique et sociale.

Je menai ma première enquête de terrain, de novembre à janvier 1995-96, entrant en Afghanistan par l'Iran, avec un visa délivré par le gouvernement de Kaboul via l'ambassade de Londres, opposée aux Tâlebân. Ce séjour était conçu selon des modalités classiques : insertion dans le sujet pour quatre mois, isolement physique avec la location d'une chambre d'hôtel au cœur de la vieille ville, entretiens et observation participante. La dure réalité me rattrapa bien vite : ma demande d'extension de visa reçut un "non" ferme et définitif, assorti d'une mesure immédiate d'expulsion. L'administration et la police du nouveau pouvoir faisant preuve d'un certain manque d'efficacité à mon égard, je ne quittai la ville qu'à l'expiration de mon visa d'origine. Autant dire que l'atmo-

sphère de ce séjour rejaillit – même modérément, vue la durée – sur la quantité et la qualité du matériel collecté. Mais l'on se promet de revenir.

Le retour ne se fit qu'en mars 1998 en tant que responsable du programme d'aide à l'éducation mené par AFRANE à Kaboul, Djalâlâbâd et Peshâwar, de mars à septembre 1998 puis de nouveau de janvier à mars 1999.

Le paradis des ethnologues est devenu l'enfer

Douter de la validité de son enquête de terrain doit-il mettre en échec l'ensemble de la recherche ? Les difficultés d'accès au terrain peuvent, symptomatiques elles-mêmes, donner un nouveau sens à une recherche: le silence parle... Le doute est inhérent à la fonction de chercheur. La clé est peut-être dans son acceptation en tant qu'aspect inévitable à des degrés variables. Affinons donc la notion d'échec.

L'Afghanistan était un terrain de prédilection de l'ethnologie, de l'anthropologie sociale, des sciences politiques, de la géopolitique, de la littérature romanesque et de voyage. Le travail mené sur ce pays, dans une grande variété de domaines, est considérable. Vint la guerre. La dimension géostratégique du conflit a suscité de nombreuses recherches et se traduit par un intérêt et un engouement renouvelé pour l'afghanologie – singulièrement chez les chercheurs américains contractés par le State Department, mais aussi chez des scientifiques sincèrement motivés par l'aide à un pays sauvagement agressé par un des deux Grands. Nous voici en présence d'un conflit suscitant l'intérêt de générations de chercheurs-explorateurs parfois espions, au cœur d'une région lourde de sens géopolitique, conflit mené dans sa première phase par l'URSS. Il ne faut en outre pas sous-évaluer la dimension romantique et la fascination, à laquelle le chercheur peut se laisser aller – fascination pour un pays et un peuple qu'il est malaisé d'expliquer en termes rationnels.

Ce petit paradis des ethnologues s'est donc mué en scène de conflit de la guerre froide, avant de sombrer dans une situation d'instabilité perpétuelle, mêlant tensions locales (d'aucuns disent "tribales"), ethniques, mafieuses, idéologiques (base arrière de mouvements islamistes militants et de guérillas des pays voisins) et régionales à l'échelle de l'Asie du sud et centrale. Il est peut-être temps de reconsidérer son sujet et d'introduire une réflexion sur la place et le rôle du chercheur dans ce contexte.

L'accès à un terrain de guerre civile impose des mesures de sécurité personnelle face aux opérations militaires. Il importe de revenir vivant du terrain. Certaines zones, certaines activités sont identifiées comme dangereuses par les autorités, les informants, les "alliés" (dans ce cas les agences d'aide humanitaire) qui permettent "d'aller y voir". Comment avoir accès au terrain ? Exemple concret: comment obtenir un visa pour entrer en zone sous contrôle tâleb. Les visas sont attribués aux travailleurs humanitaires des agences des Nations unies ou des ONG enregistrées auprès du gouvernement de Kaboul, à des journalistes dans des conditions strictes d'encadrement (hôtel, interprète, chauffeur) et pour des séjours de durée limitée. Comment avoir accès à des informants qui deviennent des suspects dès le premier contact avec des étrangers hors du cadre institutionnel de l'aide humanitaire ? Il est interdit à tout Afghan d'accueillir chez lui un étranger, et à

toute femme d'adresser la parole à un homme à l'exception de son père, son mari, ses frères et oncles, c'est à dire tout individu mâle avec lequel les relations ne sont pas ambiguës.

Dans le cas de cette recherche sur une ville afghane, alors que, au gré de multiples rebondissements et développements la guerre des factions bat son plein, avec son cortège de malentendus idéologiques, d'ingérences étrangères et de misère humaine, le terrain-sujet est forcément en cours de transformations, qu'il subit et de ce fait suscite. Nous parlons ici de changements sociaux, politiques, stratégiques, ainsi que géographiques, ce qui est important dans la perspective du terrain : les lignes de front sont mouvantes et les positions volatiles, les rapports de force s'inversent, les portes se ferment ou s'ouvrent. Or il se trouve que ces mêmes mutations font l'objet de l'étude. Il y a ici toute l'ambiguïté de l'instantanéité, alors que l'actualité même du sujet lui donne sa validité, dans la perspective d'une redéfinition de la discipline et de ses objectifs: comment l'anthropologie de terrain et les sciences sociales peuvent-elle se confronter à ces nouveaux terrains que sont les guerres civiles, comment reprennent-elles leurs droits en tant que disciplines du changement et des permanences ? Comment peuvent-elle s'attribuer le statut de sciences humaines dans l'analyse de ces activités éminemment humaines et à la fois génératrices et symptômes de changement que sont la guerre et l'aide humanitaire ? Comment, surtout, les sciences humaines peuvent-elles contribuer à la connaissance de l'Afghanistan, à la diffusion de cette connaissance, et par là même venir en aide à ce pays – comme elles devraient le faire dans les autres cas similaires ?

L'Afghanistan d'aujourd'hui est devenu un vaste champ d'expérimentation voire un terrain de recherche pour l'aide humanitaire, de par la variété des problèmes et des situations rencontrés, les configurations de solutions proposées, et la durée de cette présence dans le temps. L'aide humanitaire a acquis ses lettres de noblesse dans les cols de l'Hindou Kouch. Tout un savoir pratique s'est constitué, substitué à la recherche universitaire qui n'est plus parvenue, à quelques exceptions notables près, à pénétrer à nouveau le terrain. L'humanitaire agit, et porte aussi un regard sur lui-même. D'autre part l'aide humanitaire en elle-même doit devenir champ d'étude pour le chercheur, en tant que facteur essentiel de changement. Quelles sont les techniques, les stratégies mises en œuvre par les différentes organisations, les chefs de projets, les bénévoles ? Comment sont-ils reçus par les bénéficiaires – et les autres ? L'anthropologie du développement, dans la lignée de Roger Bastide¹, considère que les "décideurs" des actions de développement doivent être inclus au même titre que les populations qui en sont les objets – les "développés". L'objet intègre la conception des projets de développement, les modalités de leur application, et les conséquences pour les groupes concernés. Cette réflexion sur l'humanitaire en tant que sujet d'étude est aussi au cœur de travaux récents conduits en sciences politiques et en sciences sociales.

Recherche participative

Il peut s'agir d'instituer et de pratiquer de manière opératoire un lien – que l'on voudrait logique – entre chercheurs et praticiens, observé dans le cas de l'Afghanistan par des personnes telles que Peter Marsden et Asta Olesen. Auteur de *The Taliban, War, Religion*

and the New Order in Afghanistan (1998), Peter Marsden est un responsable du BAAG, le British Agencies Afghanistan Group qui coordonne les activités des ONG britanniques en Afghanistan et soutient des analyses universitaires à destination des ONG. Asta Olesen est quant à elle professeur en anthropologie sociale à l'université de Copenhague, auteur de *Islam and Politics in Afghanistan* (1994). Profitant d'un congé sabbatique, elle s'est transformée en directeur de projet pour DACAAR, ONG danoise, de 1997 à 1998.

L'échec du terrain est donc en réalité l'échec d'une certaine vision du terrain – d'un certain terrain: celle de l'enquête indépendante conduite par un chercheur solitaire, qui tente autant que faire se peut de s'intégrer pour un séjour plus ou moins long auprès de la communauté ciblée, selon les modèles traditionnels de l'enquête classique de terrain. Renversons donc les prolégomènes.

La perspective éthique ne peut pas échapper à un chercheur en sciences humaines. Il ne s'agit pas ici de compassion – bien que celle-ci soit nettement légitime lorsque le terrain considéré est un drame humain de l'envergure d'une guerre civile – mais d'utilité: le chercheur s'équipe d'outils qui le mettent à même d'être en mesure de proposer une lecture de la communauté humaine – que ce soit à l'échelle d'un village, d'une ville, d'une communauté religieuse ou professionnelle ou d'un pays – qui représente son sujet. Cette lecture peut certes se confiner dans le domaine de l'institution universitaire. Elle peut aussi prendre corps, en se rendant accessible, en se partageant avec le savoir de terrain, en facilitant et en rendant plus efficace le travail des agents du changement que sont les acteurs internationaux de l'aide humanitaire et au développement, en un mot en se mettant au service du terrain. A quoi servent les sciences humaines? Une réponse peut se chercher dans leur association avec cette dernière grande utopie humaniste qu'est l'aide humanitaire, alors que celle-ci traverse justement une crise de passage à l'âge adulte: elle se complexifie, se technicise, mais reste en contact avec le terrain, par cette interface que sont les volontaires et travailleurs humanitaires².

Sur ces nouveaux terrains instables que sont les guerres civiles, les humanitaires accumulent un savoir pratique, un ensemble de connaissances très spécifiques, consolidé par l'expérience, bien souvent selon la méthode de "trial and errors". Ce corpus de savoirs et de compétences représente une source inégalable pour la recherche scientifique qui de son côté le diffuse vers le grand public – si tant est que cette étape se réalise. Les représentants des ONG sur le terrain sont en contact permanent avec les communautés, qu'ils doivent apprendre à connaître pour pouvoir les aider, et doivent gérer une collaboration entre pourvoyeurs d'aide et communauté locale "bénéficiaire". Ils sont aussi les témoins en première ligne des événements au jour le jour – actions militaires, massacres, déplacements de population. Enfin, les voici en permanence en rapport avec les autorités, pour des raisons opérationnelles, logistiques ou politiques. Par ailleurs, comme il a été dit plus haut, les agents d'aide humanitaires sont les sésames du chercheur sur le terrain. Pas question d'entrer en Afghanistan muni d'un simple calepin et d'un appareil enregistreur, ne serait-ce que parce que les casettes sont interdites en Afghanistan, tout comme la photographie. Cette position du travailleur humanitaire, voici qui pourrait – devrait? – constituer le nouveau rôle du chercheur.

Un autre regard

L'approche humanitaire a ses limites. Se conformer aux intérêts d'un programme d'aide humanitaire peut aller à l'encontre des objectifs et méthodes de la recherche de terrain. Le responsable de projet se trouve aux prises avec des difficultés de logistique, d'administration, de suivi des opérations, c'est-à-dire une gestion complexe du temps, la responsabilité induite par la gestion d'un projet, par la sécurité des personnes y travaillant – dans le cas de l'Afghanistan, des employés locaux – qui impose retenue et prudence. L'accès aux informants se retrouve par là même puissamment modifié, puisque s'introduit un rapport de domination (travailleur humanitaire / bénéficiaire potentiel ou avéré), et de hiérarchie dans les rapports avec les personnes employées, ou espérant l'obtention d'un emploi. Lorsque je retrouvai Hérât en mai 1998 en tant que responsable d'AFRANE, ce n'est peut-être pas tant la cité qui avait changé que le regard que j'y portais. L'engagement humanitaire implique une posture d'extériorité: le volontaire expatrié en charge de programme se place à l'écart, évite de s'impliquer – et a des devoirs qui prennent toujours priorité.

Les difficultés inhérentes à l'étude d'une situation de guerre civile – même si certains aspects peuvent porter à l'interpréter comme situation d'après guerre, on ne se bat pas dans tous les recoins de l'Afghanistan – que sont l'accès limité, l'extrême complexité de la situation étudiée, l'étroitesse du cadre temporel dans lequel s'effectuent les transformations, se déclinent avec un élément essentiel du travail de chercheur, qui est de rendre plus efficace, parfois moins perturbatrice, l'aide humanitaire et l'assistance à la reconstruction. Le chercheur a aussi un devoir essentiel de vigilance: porte-parole de communautés humaines, il se doit d'agir pour leur défense, en particulier contre l'enfouissement dans les nouveaux modes de vie importés par l'ouverture au monde³, et contre l'application de solutions radicales de l'assistance humanitaire considérées comme une panacée⁴. Assumant cette tâche, le chercheur peut alors pleinement devenir acteur, mais acteur informé, autant que témoin, donner sens à son travail, le rendre opérationnel et utile sur le terrain, jouer totalement ce rôle de lien qui associe, dans une dépendance mutuelle, la recherche académique et l'aide d'urgence ou au développement. L'idée d'une anthropologie participative introduit la notion d'un engagement volontariste et d'un militantisme délibéré du chercheur auprès de son terrain et de son sujet. Il s'agit de devenir un pont entre la recherche universitaire, l'aide humanitaire au développement et les communautés locales. Clairement, le chercheur en sciences sociales peut et doit devenir un acteur de l'aide au développement; certes penser l'autre, porter un regard critique, mais aussi intervenir dans la pleine mesure de ses moyens. ■

1. Bastide, Roger, 1971, *Anthropologie appliquée*, Paris: Payot

2. Voir, dans cet esprit, l'article du "praticien" Jean-Christophe Rufin, en réaction à la crise au Kosovo: 'Pour l'humanitaire; dépasser le sentiment d'échec', *Le Débat* 105, 1999, pp.4-21.

3. L'alarme avait été donnée par Claude Lévi-Strauss, dont les *Tristes tropiques* mettaient déjà en évidence toutes les ambiguïtés de l'accès au terrain et de l'étude de modes de vie menacés et en voie de disparition. Ces mises en gardes traversent toute son œuvre.

4. Voir par exemple le rappel à l'ordre de Bernard Dupaigne sur les droits et devoirs des sciences sociales en général et de l'ethnologie en particulier (dans: Hainard, Jacques et Kaehr, Roland (eds.), 1997, *Dire les autres, réflexions et pratiques ethnologiques*, Lausanne: éditions Payot)

L'histoire ne doit pas être déformée

par Kacem FAZELLY

Dans notre n°85 du début de l'été, nous avons publié un article de Mariam Abou Zahab, spécialiste du Pakistan, qui recherchait dans l'histoire afghane des faits ou des précédents auxquels la politique des Tâlebân faisait écho¹. Cette article a suscité une réponse de M. K. Fazelly, choqué que l'on puisse rechercher des précédents aux mesures prises par les Tâlebân chez des monarques dont la politique allait clairement en sens inverse. Pour lui, une telle argumentation est infondée et exonère trop facilement le Pakistan de sa responsabilité principale.

Face aux Occidentaux qui accusent les Tâlebân d'avoir ramené l'Afghanistan au Moyen-Age, Maryam Abou-Zahab se veut rassurante. Leur arrivée, dit-elle n'a pas changé grand-chose. En fait, les Tâlebân veulent, selon elle, " revenir à l'Afghanistan tel qu'il était avant les réformes introduites par Daoud à partir de 1953 ". Pourquoi 1953, et pourquoi Daoud Khân est-il en point de mire ? Deux précisions nous permettent de mieux comprendre :

- D'abord, Daoud Khan incarnait dès le départ vis-à-vis du Pakistan, le rejet de la ligne Durand, garantie statutaire du " pays des purs ".

- Ensuite, c'est entre le début des années 50 et le milieu des années 70 que s'est façonné l'Afghanistan moderne. D'où le désir de Mme Abou-Zahab, en accord avec ses sources pakistanaïses, de gommer cette tentative démocratique de l'histoire du pays.

Cette omission, dont je crains qu'elle soit délibérée, s'accompagne d'un certain nombre de confusions.

1) Au sujet de l'islam afghan, d'abord. M. Abou Zahab veut l'identifier au modèle indien. Pour appuyer sa thèse, elle évoque Seyed Ahmad de Rae Bareli qui le premier aurait pris le titre d'Amir al Muminin, mais qui est totalement inconnu en terre afghane. Je voudrais rappeler que ce qui fonde l'islam en Afghanistan, c'est le choix fait autour de la charia et non l'école ou la madressa où est enseignée une forme particulière de théologie. Or la charia en Afghanistan a toujours été celle de l'école hanéfite, plus rationnelle et suivie officiellement par le califat ottoman. Le titre d'émir, tombé en désuétude avec Amanullah Khan, n'a été repris ni par Mohammed Nader, ni par Mohammed Zaher, son fils. Le califat ottoman ayant cessé d'exister, le titre d'émir a perdu, par la même occasion, toute sa légitimité.

Quant aux nombreux Afghans qui, selon M. Abou-Zahab, auraient été formés à Déoband, je signale que les derniers spécimens de maolawis déobandis commençaient à quitter l'appareil judiciaire afghan quand la réforme de la justice décidée par la Constitution de 1964 a été mise en application. J'en ai connu quelques-

uns dans mon entourage au ministère de la justice à cette époque. Mais ensuite, la Faculté de théologie et surtout la Faculté de droit et des sciences politiques furent chargées de former les cadres de la magistrature, ce qui était le moyen le plus efficace pour faire sortir les tribunaux de leur vieille torpeur. Muni d'un corps enseignant formé à Al-Azhar, la faculté de théologie a pu contribuer à un meilleur enseignement du Fiqh.

A la même période, l'effacement du djamaat-e-ul-uléma fut compensé par l'apparition d'institutions modernes de l'Etat, dans le cadre d'une constitution à l'élaboration de laquelle prit part à côté des experts afghans le conseiller d'Etat français, feu Louis Fougère.

Le long règne du roi Mohammed Zaher Chah ne fut en fait qu'une suite d'innovations sur le plan éducatif comme en faveur de l'implantation de l'Etat de droit, l'extension de l'Université de Kaboul et la multiplication des accords d'affiliation avec les universités étrangères s'inscrivant dans la continuité du grand projet de modernisation lancé sous le roi Amanullah Khan. C'est grâce à ces initiatives que la coopération franco-afghane a pu se développer.

Des comparaisons abusives

2) Mariam Abou Zahab crée aussi la confusion sur la personnalité et l'identité des monarques afghans en les mettant tous dans le même sac. Molla Omar ne fait, selon elle, que reprendre ce qui fut fait par Abdul Rahman Khan, Amanullah Khan, Nader Chah et même Ahmad Chah Baba. Ce faisant elle procède à des comparaisons abusives et injustifiées.

L'empire que gérait Ahmad Chah Baba s'étendait à l'Inde Britannique. Abdul Rahman Khân, lui, a tenté de fonder un pouvoir central autour d'un système dynastique héréditaire, dans le but de mettre fin aux déchirements à l'intérieur de la tribu Sadozaï. Tous les deux étaient des hommes ouverts. Ahmad Chah aimait la musique et jouait de certains instruments². Quant à Abdul

Rahmân Khan, il jouait du piano et rêvait d'un Afghanistan occidentalisé. Il tournait en dérision les Indiens (pakistanois) qui, selon lui, n'avaient pas l'intelligence suffisante pour pouvoir enfiler le pantalon à l'anglaise³.

Qu'a fait Mollâ Omar, sinon réduire l'Etat afghan souverain en un émirat vassalisé, nid du terrorisme international, prêt à s'écrouler le jour où serait livré aux Américains le chef de bande saoudien, Ossama Ben Laden. Cet émirat en naufrage, qui vit de la guerre et du narco-traffic, prolonge l'agonie du peuple afghan au prix des intérêts stratégiques pakistanais au Cachemire.

En prenant l'exemple de Kharqa-e Mobarak, Mariam Abou-Zahab tente un rapprochement avec le roi Amanullah. Entreprise impossible puisque celui-ci incarne dans l'histoire afghane l'antidote de l'obscurantisme. Le conflit entre le monarque afghan et les Déobandis est trop présent dans les esprits pour pouvoir l'évacuer en un tour de main en cherchant un terrain de convergence spirituelle. Le roi, qui n'a pas voulu se pourvoir du titre d'émir, avait interdit aux Déobandis d'exercer la magistrature avant de se soumettre à un test de qualification. Percevant très tôt le danger, il avait interdit aux Afghans de se rendre à Déoband. Comment dès lors se référer, en parlant des Tâlebân, à un homme qui a fait de la lutte contre Déoband et de la défense des droits des femmes le combat de sa vie ? C'est ce qui provoqua sa chute, car il refusait d'homologuer le mariage des filles de moins de quinze ans, alors qu'il est notoire que Molla Omar a épousé en troisième noces la fille âgée de treize ans d'Ossama Ben Laden. Dans la Constitution qu'il promulgua, le roi Amanullah Khân avait fixé l'âge du mariage des filles à 18 ans minimum. C'est aussi lui qui décréta la fin de l'esclavage en Afghanistan.

Comment écrire que les Tâlebân n'ont rien inventé ? Ils ont renversé les valeurs et renié les anciennes décisions juridiques : ils ont réinstallé l'esclavage en remplissant les prisons d'otages. Ils ont restauré la pratique du butin dont ils s'emparent dans les guerres qu'ils mènent contre des musulmans afghans au profit des Arabes et des Pakistanais. Ils ont décrété que les chiïtes ne sont pas musulmans, alors qu'à Kandahar même, siège de " l'Emirat islamique ", l'assemblée des oulémas de la ville, saisie d'une consultation sur la question, avait affirmé le contraire en 1920¹. Les deux siècles et demi de l'histoire de l'Afghanistan n'avaient donné lieu d'ailleurs qu'à deux incidents mineurs entre chiïtes et sunnites en Afghanistan.

Voici ce que disent les deux articles de la Constitution de 1923 sur la religion, quand elle traite des minorités non-musulmanes :

Art. 2 : l'islam est la religion du peuple de l'Afghanistan.

Sous réserve de respecter la sécurité publique, les fidèles des autres religions tels les juifs et les hindous, bénéficient de la protection totale de l'Etat.

Art. 15 : Les écoles sont gérées et contrôlées par l'Etat qui a le devoir d'assurer leur protection en promouvant le niveau de l'éducation sur le plan national. Aucune ingérence ne sera exercée sur l'enseignement de la foi et des croyances des populations réfugiées (hindous et juifs) sur le sol du pays.

Une justice totalitaire

3) Reste une dernière confusion, qui touche le conflit supposé entre la charia et le pachtounwali, conflit que Molla Omar veut résoudre, selon M. Abou Zahab, en tranchant en faveur de la loi religieuse. M. Abou Zahab cite là encore des antécédents, et nomme Abdul Rahman Khan. On se demande pourquoi depuis un siècle, le mariage forcé de la veuve n'a pas disparu. C'est un fait que cette pratique constitue une violation des droits de la femme, mais pour comprendre la décision de Molla Omar, mieux vaut se placer dans la logique qui privilégie avant tout l'emprise de la charia, règle qui ne souffre pas d'exception, même en présence des coutumes ancestrales. L'interdiction de Molla Omar traduit donc son souci de rendre absolu le règne de la charia et c'est là que se présente le danger, car, désormais, rien ne sera décidé si la charia restrictive des Déobandis ne le permet pas. L'unification de la justice dans ce cas, signifie tout simplement totalitarisme.

En réalité, les valeurs "en partie imaginées" défendues par les Tâlebân ne sont ni afghanes ni musulmanes. D'immenses couches de la population sont en train d'en prendre conscience, y compris les mollahs de Kandahar. Sous couvert d'un islam pur, des réseaux malsains de trafic de tout genre mêlent la politique aux intérêts supérieurs des Pandjabis.

1. Et non pas " échec " comme une coquille nous l'avait fait écrire. *Les liens des Tâlebân avec l'histoire afghane*, n° 85 pp 16 à 18 (NDLR).

2. *Sarajottawarikh*, tome 1, p 41.

3. *Tajottawarikh*, tome 2, p 130 ; L'émir, qui compare les Afghans aux Indiens, parle des Afghans comme de gens qui aiment apprendre et être éduqués. Il dit d'eux qu'ils désirent fréquenter les étrangers et étrangers, afin d'apprendre en leur compagnie.

4. La fatwa rendue le 14/04/1920, selon l'école hanéfite, est rédigée en ces termes : " les qizilbâch (chiïtes) sont des musulmans. Ils disposent pleinement de leurs droits civiques. Aucune différence ne les sépare de nous lorsqu'il s'agit de protéger leurs biens, leurs vies et leur *namous* (honneur). Les agressions commises contre eux sont donc contraires à la charia et les agresseurs doivent être réprimés. " (Ghobar, p 804).

Les Nouvelles d'Afghanistan

Le journal **LES NOUVELLES D'AFGHANISTAN** est une revue trimestrielle éditée par **AFRANE** (Amitié Franco-Afghane).

Les opinions émises dans les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. Titres et sous-titres sont de la responsabilité de la rédaction.

- Abonnement France - 4 numéros 150 FF
- Abonnement de soutien - 4 numéros à partir de 180 FF
- Abonnement France - 8 numéros 300 FF
- Autres pays - 4 numéros 180 FF
- Autres pays - 8 numéros 360 FF

NOM Prénom
 Adresse

Afrane

Permanence : 16, passage de la Main d'Or
 75011 Paris - Tél. : (33) 01.43.55.63.50

L'association **Amitié Franco-Afghane (Afrane)** a été fondée au début de 1980, en réponse à l'occupation militaire de l'Afghanistan par les Soviétiques. Organisme d'aide humanitaire, Afrane ne souhaite qu'aider les Afghans et ne se situe dans la mouvance d'aucun parti politique.

- Adhésion avec abonnement au journal "Les Nouvelles d'Afghanistan" 250 FF
- Adhésion de soutien à partir de 300 FF
- Adhésion seule (sans abonnement) 150 FF
- DON (déductible de l'impôt dans les limites prévues par la loi, un reçu sera adressé sur demande)

NOM Prénom
 Adresse

Malalai : *la Jeanne d'Arc afghane*

par Amin TARZI *

À l'heure où la société afghane a du mal à s'accorder sur le rôle que devraient jouer les femmes en son sein, il est intéressant de réfléchir sur quelques figures mythiques de l'histoire de l'Afghanistan. Parmi elles, Malalai.

Selon Napoléon Bonaparte, "l'histoire est la version des événements du passé sur lesquels les hommes ont décidé de s'accorder." Il convient d'ajouter à cette observation que la plupart de ceux qui se sont prononcés sur ce qu'est l'histoire sont de sexe masculin. L'histoire et le pouvoir, cela va sans dire, sont étroitement liés l'un à l'autre, l'histoire humaine est l'histoire du pouvoir et, en général, ce sont les hommes (et non les femmes) qui tiennent les rênes du pouvoir et qui dominent donc dans l'histoire. Alors qu'il est pratiquement de règle dans le monde que l'historiographie soit centrée sur le sexe masculin, la situation est encore plus tranchée dans les sociétés où les femmes ne sont pas en mesure de jouir ne serait-ce que des droits individuels fondamentaux. Ce problème ressort particulièrement dans les sociétés largement dominées par l'homme, où le taux d'alphabétisation est faible et où, en conséquence, le nombre d'ouvrages écrits dont peut disposer l'historien ou l'observateur de la société, est des plus réduits. L'Afghanistan est un exemple typique de société de cette nature.

Le nombre limité de chronologies et d'ouvrages historiques et semi-historiques qui ont été rédigés en Afghanistan entre le milieu du 18^e siècle et les vingt dernières années du 20^e siècle, font ressortir peu de vies de femmes, bien que les femmes aient eu une influence directe et indirecte sur les structures sociales et politiques de l'Afghanistan. Cependant, des personnalités féminines marquantes sont mentionnées dans le folklore afghan. Ainsi, les histoires concernant Zarghuna Ana, mère de Timour Chah Durrani, Fatima et Mughlanai Baigum au 18^e siècle, ainsi que Luifa Adai, 'Aicha, Ghazi Adai, mère de l'émir Abdul Rahman, Bubu Djan, la femme de celui-ci et 'Amah Sangi sont restées dans l'histoire orale comme des femmes remarquables du 19^e siècle.¹ La plupart de ces femmes appartenaient à la classe dominante et la plupart des récits les concernant montrent comment elles ont favorisé la carrière politique de leur enfant ou de leur mari. C'est seulement dans les années vingt que les femmes d'Afghanistan ont

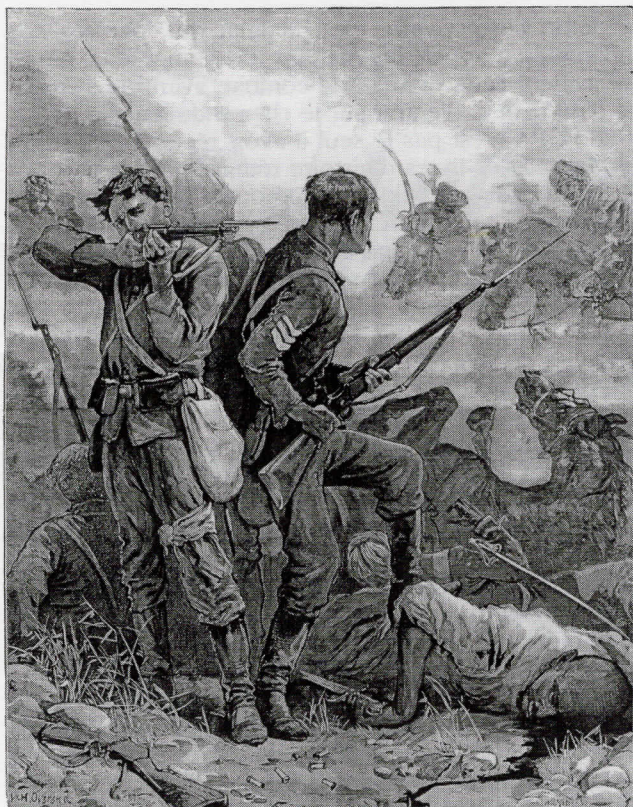
entrepris de revendiquer un rôle plus officiel et plus affirmé sur la sphère publique, si bien que leurs actes sont cités dans les documents historiques. Cependant, la femme dont le nom se distingue parmi l'ensemble des autres représentantes de l'histoire afghane est Malalai.

La bataille de Maywand

Malalai joue un rôle très particulier dans la conscience historique afghane car elle est la plus célèbre des Afghanes et son histoire est le symbole le plus éclatant de leur courage. Ce que nous savons aujourd'hui de Malalai est très probablement constitué de faits liés à sa valeur, mais ils ont été amplifiés et métamorphosés en une légende. Si Malalai est devenue un mythe, c'est notamment en raison de la tragédie qui s'est jouée à l'époque historique où elle a vécu et des circonstances dans lesquelles son histoire a été transmise jusqu'à nous. Pour bien comprendre la tradition de Malalai, il convient de se pencher sur l'événement historique où elle a joué un rôle.

La place que Malalai occupe dans l'histoire est associée à la célèbre bataille de Maywand, disputée entre les Afghans et les Britanniques. Cette bataille, qui opposa les forces afghanes du Sardar Mohammad Ayyub Khan et les unités britanniques commandées par le général G.R.S. Burrows, eut lieu le 27 juillet 1880 près d'un village situé à 70 kilomètres à l'ouest-nord-ouest de Kandahar. Les forces britanniques subirent une défaite écrasante, car elles furent mises en déroute par les Afghans. Cet événement, qui est déjà extraordinaire en lui-même, et qui fut enjolivé par des exagérations et des allusions surnaturelles, devint presque instantanément une légende. Cependant, après cette victoire initiale, les Afghans essuyèrent un revers le 1^{er} septembre 1880 face à l'armée britannique du général Frederick S. Roberts. La signification de la défaite de Maywand n'échappa pourtant pas aux Britanniques. Apprenant l'issue de la bataille, l'officier britannique Charles M. Mac Gregor, alors basé à Kaboul, écrivit dans son journal que Maywand était "une mauvaise affaire, plus mauvaise que tout ce qui a pu arriver à nos armes."²

* Associé de recherche principal (Proche-Orient), Institut d'études internationales de Monterey - Monterey, Californie (Etats-Unis).



La dernière résistance des forces anglaises à la bataille de Maywand. Couverture de *The Illustrated London News* du 7 août 1880

Comme pour la plupart des femmes de l'histoire afghane, il n'existe aucun document de première main racontant les hauts faits de la jeune participante de la bataille de Maywand qu'est Malalāi. Alors qu'il est difficile de déterminer la date à laquelle est apparue la légende de cette jeune femme, on peut penser à bon droit qu'elle a d'abord eu cours au niveau local, avant de se graver progressivement dans la conscience historique des Afghans. Les renseignements disponibles sur Malalāi proviennent tous de sources de seconde main qui ne donnent que peu de détails personnels sur l'héroïne.

Selon la version classique la plus largement acceptée de l'histoire de Malalāi, les Afghans étaient acculés à la défaite, car les Britanniques commencèrent à prendre l'avantage pendant les premières heures de la bataille. Ils furent encore plus démoralisés quand leur porte-drapeau fut tué et que le drapeau tomba à terre. C'est alors qu'une jeune Afghane le ramassa et exhorta les hommes qui l'entouraient à combattre l'ennemi en déclamant en pachto le quatrain suivant :

خال به دبارله وینو کتیزدم
 چه شینکی باغ کتیبی گل گلاب و شرموینه
 که په میوند کتیبی شهید نشوی
 خدا یز ولاله ا بسې ننگی ته دې ساتینه

Du sang de mon aimé je me maquillerai
 Au point que les roses ne pourront qu'en pâlir.
 Si vous ne mourez pas à Maywand en martyr
 Accablés d'opprobre, par Dieu, vous resterez.

Galvanisés par cette jeune fille qui portait maintenant le drapeau afghan, les hommes se regroupèrent,

attaquèrent les forces britanniques et leur infligèrent une sévère défaite.³ Parmi les sources disponibles, seule Fahima Rahimi affirme qu'à la bataille de Maiwand, Malalāi avait dix-sept ans.⁴ Affirmant qu'elle a déclamé le quatrain déjà cité, Ma'sumah 'Ismati ajoute qu'elle participa au combat et fut tuée pendant la bataille.⁵

D'autres récits sur Malalāi, dus à des auteurs afghans et non afghans, ne parlent pas de sa mort pendant la bataille, mais affirment qu'elle se servit de son voile comme d'un drapeau pour encourager les combattants afghans à faire preuve d'héroïsme au combat.⁶

Selon l'historien soviétique N.A. Khalfine, Malalāi était la fille d'un maréchal-ferrant du village de Kuchkinahud, situé à douze kilomètres au nord-est de Maywand.⁷ Comme elle fut tuée sur le champ de bataille, il fut décidé qu'en raison de sa vaillance, elle serait enterrée aux côtés des hommes morts au combat. Avant de mourir, Malalāi aurait récité ces vers :

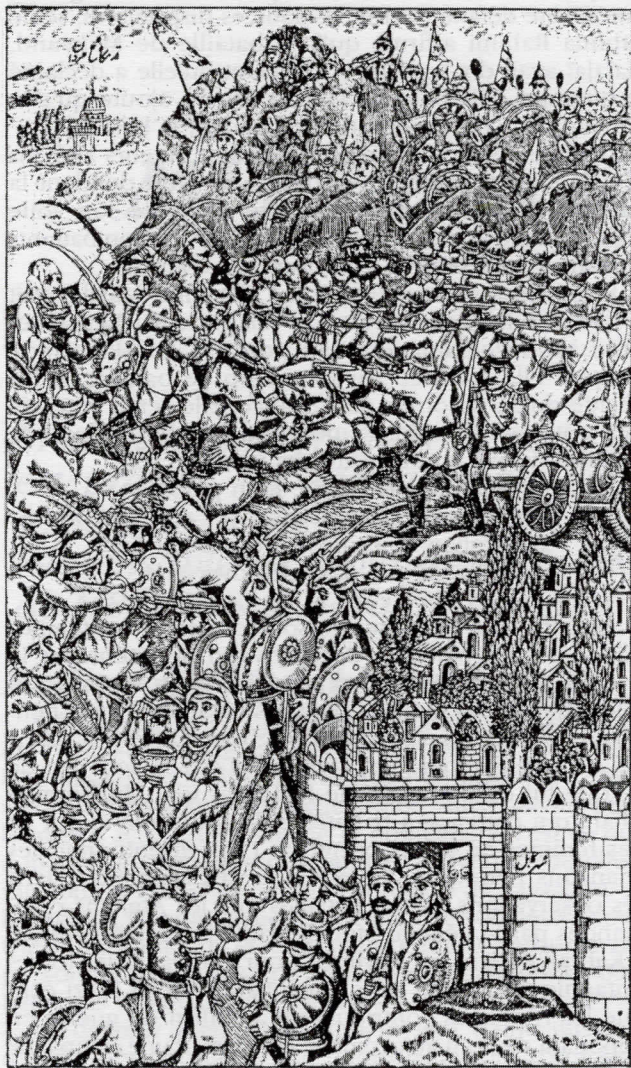
Puisqu'il faut défendre mon pays,
 A ce sacrifice je souscris.
 Un Afghan doit toujours demeurer fier
 On ne cède pas devant l'adversaire.⁸

Autant qu'on le sache, les sources écrites contemporaines des événements de Maywand ne citent pas le nom de Malalāi. Cependant, certains récits font état du rôle joué par les femmes dans les batailles livrées pendant la Seconde guerre anglo-afghane (1878-80). Dans ses notes biographiques, Mahmud Tarzi se souvient de ce que lui disait son oncle le Sardar Gul Muhammad Khan, qui participa à la bataille de Maywand et qui vit des femmes de tribus porter de l'eau et entonner des chansons héroïques à l'intention des hommes.⁹ Dans ses observations sur les batailles que les Afghans commandés par le général Muhammad Djan Khan livrèrent à Kaboul et dans les environs pour combattre les forces britanniques basées dans la capitale, Yussuf Riazī écrit que les Afghanes contribuèrent à l'effort de guerre en apportant de l'eau aux combattants. Lors d'une campagne de décembre 1879, dirigée contre le mont Asma'i, Riazī rapporte que 400 Afghanes peinèrent pour apporter de l'eau aux combattants et que 83 d'entre elles furent tuées en action.¹⁰

La scène de femmes apportant de l'eau ou de la nourriture aux combattants afghans s'est répétée dans toutes les batailles contre les Britanniques au dix-neuvième siècle et contre les Soviétiques au vingtième siècle. Si l'histoire de Malalāi a été pérennisée d'une manière aussi remarquable, c'est parce que la jeune fille est présentée comme une meneuse et une source de bravoure. De plus, si l'on croit les récits de Khalfine et de 'Ismati, elle a combattu dans cette lutte pour la liberté, si bien qu'elle a été tuée pendant la bataille.

On ne pourra sans doute jamais dire si la figure de Malalāi est une légende ou si elle a réellement existé et si elle a accompli ce qui lui est attribué. Mais les preuves sur le sacrifice de femmes qui ont oeuvré en faveur de la société afghane et de ses valeurs et qui les ont protégées, sont suffisantes pour préserver la mémoire de Malalāi et de tout ce qu'elle incarne.

Symbole du courage des Afghanes, Malalāi offre un exemple héroïque de l'importance des femmes dans la société afghane. En s'identifiant à ses actes, les femmes peuvent revendiquer leur place légitime dans la culture afghane. Alors que l'image des femmes apportant de l'eau aux combattants rappelle celle de la femme-mère, l'image d'une adolescente portant l'étendard d'une armée et exhortant les hommes qui l'entourent à suivre son exemple et à combattre jusqu'au bout, est un symbole formidable.



Décembre 1879. Attaque du Général Muhammad Jan Khan contre la troupe anglaise en poste à Kaboul. Deux femmes donnent de l'eau aux combattants afghans (en bas à gauche et en haut à gauche). On peut remarquer le visage stylisé d'un arabe (probablement Ali) regardant l'une de ces femmes. Source: Riyazi, Muhammad Yusuf, *Bahr al-fawa'id*, Mecched, 1906, p. 191.

Malalai récupérée

C'est dans ce contexte que la légende de Malalai a été utilisée par divers régimes afghans modernes pour tenter de bâtir une identité de femmes qui dépasseraient leur rôle d'épouses et de mères. C'est pourquoi, le premier établissement public d'enseignement secondaire de filles, créé dans les années 1940 à Kaboul, a été baptisé à juste titre lycée Malalai. Cependant, l'étoile de Malalai a sans doute scintillé avec le plus d'éclat peu après l'avènement du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA), alors que les grands discours et les slogans progressistes étaient la règle. La présidente de l'Organisation démocratique des femmes afghanes, Soraya, a affirmé dans une déclaration de 1978 qu'en éliminant l'injustice et l'esclavage, le régime révolutionnaire permettait aux mères d'élever des "héroïnes comme Malalai."¹¹ Ma'sumah 'Ismati, qui écrivait alors que la saga de Malalai connaissait un renouveau, la compare à Jeanne d'Arc qui se sacrifia pour la liberté de son pays, affronta l'ennemi avec bravoure et n'accepta pas la défai-

te. Selon cet écrivain, c'est Malalai qui, par ses cris enflammés, a appelé les Afghans à reformer leurs rangs, qui avaient cédé pendant le combat, avant de s'emparer d'un fusil et d'entrer sur le champ de bataille.¹²

Le PDPA n'est pas le seul à avoir récupéré l'histoire de Malalai. Les livres d'histoire rédigés par les groupes de modjahedin au Pakistan reprennent aussi l'image de l'héroïne. La seule différence, c'est que les Afghans qui se sont battus à Ma'wand sont qualifiés de modjahedin.¹³

Pendant l'occupation soviétique de l'Afghanistan de 1979 à 1989, la figure de Malalai a été utilisée à la fois comme symbole d'une Afghane héroïque libérée des entraves de l'arriération par le PDPA au pouvoir et comme symbole du combat des Afghanes contre l'occupation étrangère par les modjahedin.

D'innombrables Malalai ont courageusement sacrifié leur vie pendant les vingt dernières années alors qu'elles s'opposaient d'abord à l'occupation soviétique de l'Afghanistan et maintenant à la privation de leurs droits les plus fondamentaux de personnes humaines que les Talebân leur imposent. Un jour peut-être, l'historiographie afghane retiendra une version du passé qui tienne compte des femmes. Aussi ironique que ce soit, le lieu même qui a vu naître Malalai est maintenant le centre de pouvoir d'un système brutal qui non seulement refuse de reconnaître les faits héroïques de ses filles, mais condamne à l'oubli de futures Malalai d'Afghanistan. Il faut néanmoins espérer qu'un jour, de même que le nom de Jeanne d'Arc n'a pas disparu avec les cendres de celle-ci mais a trouvé une place d'honneur dans la mémoire historique des Français, il en ira ainsi de Malalai et des autres héroïnes d'Afghanistan. ■

Traduction Philippe FRISON

1. Pour plus d'informations sur ces femmes et d'autres grandes dames de l'histoire afghane, voir 'Ismati, Ma'sumah, *mauqif wa naqsh-i zanan-i Afghān az awakbir-i qarn-i bazhdab ila akbir-i qarn-i muzdab*, Kaboul, AHS 1365 (1986).

2. MacGregor, Charles M., *War in Afghanistan, 1879-80*, publié avec une introduction de William Trousdale, Detroit, 1985, p. 222. Pour plus de détails sur le contexte militaire de la bataille de Maywand d'un point de vue britannique, voir Maxwell, Leigh, *My God - Maiwand! Operations in the South Afghanistan Field Force, 1878-80*, Londres, 1979. Fait remarquable, la légende de Maywand se perpétue parmi les admirateurs de Baker Street en la personne du Dr John Watson, le compagnon de Sherlock Holmes qui fut blessé pendant cette bataille.

3. Voir par exemple : Ghubar, Mir Ghulam Muhammad, *Afghanistan dar masir-i tarikh*, 2^e édition, Qom, AHS 1359 (1981), p. 638 ; Rahimi, Fatima, *Women in Afghanistan*, Liestal, 1986, 32 ; Binawa, 'Abd al-Ra'uf, *Di Pasbtu qira't-di lasum tulgay liparah*, Kaboul, AHS 1361 (1982), pp. 109-110.

4. Rahimi, p. 32.

5. 'Ismati, p. 94.

6. Voir par exemple Adamec, Ludwig W., *Dictionary of Afghan Wars, Revolutions and Insurgencies*, Lanham, 1996, p. 153 ; Dupree, Louis, *Afghanistan*, Princeton, 1980, p. 411 ; 'Imi, Muhammad Yusuf, *Tarikh - barayi sinf-i chahrum*, Peshawar(?), AHS 1365 (1986), p. 28.

7. Khalifin, N.A., *Pobednye trubny Maiwanda* (les trompettes victorieuses de Maiwand), Moscou, 1980, p. 328.

8. *Ibid.*

9. Tarzi Mahmud, "Reminiscences: A Short History of an Era (1869-1881)", traduit et mis en forme par Wahid Tarzi, *The Afghanistan Forum*, (East Hampton, New York), hors série n° 36, mars 1998, p. 14.

10. Riyazi, Muhammad Yusuf, *Bahr al-fawa'id* (connu aussi sous le nom de *Kulliyat-i Riyazi*). Mashhad, AH 1324 (AD 1906) p 190.

11. Dupree, Nancy Hatch. "Revolutionary Rhetoric and Afghan Women" *The Afghanistan Council* (New York). Occasional Paper, n° 23, January 1981, p. 5.

12. 'Ismati, p 93-94.

13. 'Imi, p 28.

CHRONOLOGIE

Septembre (suite)

- **Le 6 : Alain Madelin, rentré du Pandjchir** où il a effectué une mission d'études avec Brice Lalonde, estime qu'une catastrophe humanitaire se prépare en Afghanistan. Les Tâlebân critiquent la France qu'ils accusent de menées antimusulmanes.

- **Le 7 : Les Tâlebân arrêtent** deux journalistes pakistanais voyageant au Kunar munis de visas et les accusent d'espionnage.

L'opposition affirme avoir abattu un hélicoptère des Tâlebân à Nedjrao.

- **Le 8 : Des gardes-frontière** de Russie tirent sur des passeurs de drogue afghans à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. Deux d'entre eux auraient été tués.

Selon l'opposition, **19 enfants** ont péri dans la rivière du Pandjchir en fuyant les combats entre les Tâlebân et les forces de l'opposition.

Six Pakistanais revenant d'un entraînement dans un camp de Ben Laden sont arrêtés par la police pakistanaise à Torkham.

- **Le 9 : Trois Afghans sont tués** à Peshawar, dont un militant du Hezb-e Islami.

- **Le 10 : La zone de culture du pavot**, selon une étude des Nations unies, est passée de 64 000 à 91 000 hectares en 1999, si bien que la production d'opium a doublé, passant de 2 100 tonnes à 4 600.18 des 31 provinces afghanes produisent de l'opium.

- **Le 11 : Une quarantaine** de personnes parmi lesquelles deux des frères et un beau-frère de mollah Omar ont été tués dans l'attentat du 24 août dernier selon un quotidien pakistanais. Un de ses fils aurait été légèrement blessé. Les Tâlebân parlent de "grosse exagération"

Le Koweït interdit l'accès de son territoire aux Afghans détenteurs d'un passeport délivré par les Tâlebân. Auparavant, la PIA avait suspendu ses vols entre Peshawar et le Koweït pour insuffisance de trafic. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite ne reconnaîtraient pas non plus le passeport des Tâlebân.

Un hélicoptère militaire transportant des civils entre Kaboul et Kandahar s'écrase. 13 morts.

- **Le 12 : Des combats sont signalés** dans la vallée du Kunar où la route Djalalabad-Asadabad aurait été momentanément coupée.

L'opposition fait prisonnier Maolawi Mohammed Wali, gouverneur de la province de Djouzdjân et sept autres personnes. Il est libéré le 17 en échange de 22 prisonniers.

L'enquêtrice des Nations unies sur la violence faite aux femmes, Mme Radhika Comaraswami, blâme les Tâlebân pour leur politique systématique et officielle de discrimination à l'égard des femmes.

Les Tâlebân rejettent un rapport des Etats-Unis les accusant de persécuter la minorité chiite en Afghanistan.

- **Le 15 : L'opposition annonce** la formation d'un nouveau conseil dirigé par M. Rabbâni avec la participation de MM. Sayyaf (vice-président), Karimi (secrétaire), Massoud, Anwari, Hadji Qadir, Qorban Ali Erfani, Sabaoun, Nurullah Emad, Abdullah Wardak. Un cabinet de dix membres a également été formé.

Les Tâlebân font savoir qu'ils envisagent d'ouvrir les écoles du pays aux filles comme aux garçons.

- **Le 16 : Les Tâlebân lancent un ultimatum** aux réfugiés afghans à l'étranger leur demandant de rentrer dans les trois mois, sous peine de perdre leurs propriétés.

Une explosion dans une installation militaire fait trois blessés près de Djalalabad, à un kilomètre de l'ancienne résidence de Ben Laden.

- **Le 17 : Un porte-parole des Nations unies** accuse les Tâlebân d'appliquer la politique de la terre brûlée. Il estime à 85 000 le nombre de personnes déplacées dans la vallée du Pandjchir et à 55 000 à Kaboul. Il y en a également dans les provinces de Kunduz, Takhar et Baghlân.

- **Le 18 : Selon le quotidien russe** Izvestia, Ben Laden s'apprêterait à envoyer 70 hommes vers la Tchétchénie depuis un camp d'entraînement en Afghanistan.

- **Le 19 : L'opposition affirme** avoir pris des positions dans la vallée du Kunar.

- **Le 20 : Le HCR fait état** d'un nombre croissant de ressortissants afghans cherchant à obtenir l'asile en Occident. Le HCR essaie de les dissuader.

- **Le 21 : Des roquettes** tirées d'Afghanistan sur un village pakistanais apparemment par des Tâlebân provoquent un embarras entre le Pakistan et les Tâlebân.

Un Allemand (Dr Peter), employé d'une organisation humanitaire, est arrêté à Peshawar pour transfert illégal de devises étrangères (6 000 \$ et 2 millions de Roupies).

[L'absence de réseau bancaire en Afghanistan contraint toutes les organisations à transporter leurs fonds manuellement]

- **Le 22 : Le Pakistan interdit** le passage de la frontière à Torkham sans documents légaux.

Les Tâlebân affirment avoir eu des conversations positives avec l'Ukraine dans le domaine économique.

- **Le 23 : L'opposition fait état de succès** militaires dans le Ghor et la province de Farah. Elle se serait rapprochée à 15 km de l'aéroport de Chindand.

Un responsable russe accuse Ben Laden d'avoir envoyé 30 millions de dollars à deux chefs de guérilla tchéchènes.

- **Le 25 : Une force de 6000 combattants** dont environ un millier de Pakistanais lance une offensive dans la province de Kunduz pour couper les arrières de l'opposition

- **Le 26 : Ouverture** d'une conférence sur la paix à Hambourg.

- **Le 27 : Des troubles** ont lieu près de Djalalabad, pour refuser la conscription imposée par les Tâlebân. La route entre la ville et la frontière reste fermée 5 heures.

L'ancien roi Zaher Chah délivre un message à ses concitoyens sur radio BBC.

- **Le 28 : Les Tâlebân** prennent le contrôle d'Imâm-Saheb et de Dacht-e-Artchi. Ils revendiquent aussi la prise du port de Cher Khan Bandar sur l'Amou Darya. Des habitants de Tâloqân s'enfuient vers la province du Badakhchân. La chute dans un ravin d'un camion chargé de personnes fuyant les combats fait trente morts.

- **Le 29 : Molla Omar dénonce** l'attaque russe sur la Tchétchénie et demande aux Nations unies de stopper l'agression.

Une troisième session de pourparlers réunit 70 délégués à Chypre. Homayoun Djarir du Hezb-e Islâmi, fait état d'un projet de grande assemblée.

L'opposition affirme avoir résisté à l'assaut des Tâlebân autour de Khânâbâd.

Octobre

- **Le 1 : L'opposition affirme avoir abattu** un avion SU-22 bombardant Taluqân.

- **Le 2 : Le CIO suspend** le comité olympique afghan.

- **Le 3 : Kofi Anan demande la fin des interférences** étrangères en Afghanistan et condamne les violations des droits de l'homme.

me par les Tâlebân dans la plaine de Chamâli.

- Le 4 : Les Tâlebân prennent la ville de Khwadja Ghâr près de Kunduz, ainsi que son aéroport.

Une augmentation de l'insécurité sur les routes Kaboul-Kandahar et Kandahar-Hérat, contrôlées par les Tâlebân, est signalée.

- Le 5 : Les autorités pakistanaises reprochent aux Tâlebân de donner asile à des terroristes pakistanais et leur demandent de les remettre au Pakistan. Les Tâlebân auraient promis le lendemain à un émissaire de Nawaz Charif de fermer tous les camps d'entraînement pour terroristes dans les dix jours et de livrer 150 jeunes impliqués dans des activités terroristes.

- Le 6 : Les Tâlebân menacent le Tadjikistan de sévères conséquences s'il ne cesse pas son aide à l'opposition.

- Le 7 : Selon des sources russes, une délé-gation tâleb aurait été envoyée fin septembre en Ukraine, afin de négocier avec la "Odessa Aviation Factory" les termes de la vente de MIG (les Tâlebân possèdent déjà six MIG

19 et MIG 21 laissés par les Soviétiques lors de leur retrait). Cette rencontre aurait été organisée par le Pakistan. La ressource principale des Tâlebân pour l'achat d'armes serait le commerce de la drogue.

195 000 personnes, dont une majorité d'enfants, ont dû fuir les combats, selon M. de Mul, coordinateur des Nations unies pour l'Afghanistan.

- Le 9 : En chargeant un camion de matériel militaire, des Tâlebân provoquent une explosion qui fait au moins 7 morts près de Mazar-e Charif.

Les Tâlebân accusent la France d'apporter une aide au commandant Ahmad Chah Massoud.

Deux obus, tirés par des chars depuis l'Afghanistan, tombent sur le territoire tadjik, non loin de la frontière entre les deux pays, sans faire de victimes, selon les gardes-frontières de Russie.

- Le 11 : En réponse aux accusations du Pakistan, le chef des Tâlebân, Mollah Omar, affirme qu'il n'y a pas de terroristes en

Afghanistan. Distinguant terroristes et mod-jahedin, il dit être prêt "à offrir toute coopération possible pour pré-venir le vrai terrorisme".

Selon une mission de l'ONU revenant de la vallée du Pandjchir, environ 65 000 personnes y ont trouvé refuge suite aux combats de ces derniers mois. Environ 13 000 se sont réfugiés dans les provinces de Kunduz et Takhar et 16 000 dans le Badakhchan.

- Le 12 : L'armée pakistanaise destitue le premier ministre Nawaz Charif. Washington, très prudent, s'abstient de parler d'un coup d'Etat.

- Le 14 : Après la destruction en vol d'un bombardier SU-24 en Tchétchénie, les Russes pensent que les forces de Chamil Bassaïev se seraient procuré des missiles Stinger auprès des Tâlebân. Près de 200 Stinger seraient aux mains des Tâlebân.

- Le 15 : L'opposition repousse une offensive majeure lancée contre l'une de ses bases dans la province de Takhar.

Les Etats-Unis ferment leur consulat dans la province du Nord-Ouest du Pakistan à cause d'une trop grande proximité avec l'Afghanistan.

- Le 16 : Le prix Nobel de la paix est attribué à "Médecins sans frontières".

Les islamistes du Jamaat Ulema Islami pakistanaï, un parti proche des Tâlebân, annoncent des prières spéciales pour remercier Dieu du renversement de N. Charif.

Le Conseil de Sécurité vote des sanctions économiques contre les Tâlebân. Elles devraient prendre effet le 14 novembre, laissant aux Tâlebân un mois de sursis pour la livraison d'O. Ben Laden. Outre des sanctions économiques, une interdiction de décollage et d'atterrissage des vols internationaux est édictée. Toutefois les vols destinés aux activités humanitaires ou au pèlerinage de la Mecque restent autorisés. M. de Mul, coordinateur des Nations unies pour l'aide humanitaire, met en question le bien fondé de ces sanctions.

- Le 17 : Le général Mucharraf affirme qu'Islamabad va s'employer à l'établissement d'un gouvernement vraiment représentatif à Kaboul.

Les Tâlebân rejettent la demande d'extradition de Ben Laden. Des sources proches

Le combat de Massoud

Anne Passieux, qui s'est rendue au Pandjchir cet été, nous a adressé un témoignage, dont nous avons extrait les lignes suivantes :

Autour de Bazarak il y a dix écoles de filles et de garçons, allant des petites classes jusqu'à 18 ans. 52 professeurs féminins et autant d'hommes enseignent les mathématiques, la biologie, l'histoire et la géographie, le Coran, la langue persane. Nous pouvons témoigner que la plupart des filles sont scolarisées, soit peut-être 2 000 !

Les écoles avaient été réquisitionnées pour recevoir les réfugiés, mais les cours continuaient malgré tout dans une autre salle ou à l'extérieur. Les enfants demandent l'instruction et sont heureux de continuer à se rendre aux cours quand les bombardements ne les en empêchent pas.

Les femmes rencontrées ne portaient pas de tchadri à l'extérieur, vquaient seules à leurs occupations tant familiales que professionnelles, se rencontraient entre elles. Nous avons vu des institutrices en provenance de Kaboul. Elles nous ont dit espérer pouvoir retrouver leur vie citadine lorsque les Tâlebân seront partis. Ici, elles se disent heureuses de leur vie de travail et de l'accès aux soins.

Les enfants jouent à l'extérieur, courent, se baignent, pêchent, rigolent. Les moissons se font en famille dans la joie. Nous avons pu filmer, photographier et interviewer sans aucun problème, ni aucune gêne. Un autre monde, dans un même pays !

Comment ne pas prendre parti, dans ces conditions pour le combat du commandant

Massoud ? Il est le seul à combattre l'intégrisme et l'obscurantisme grandissant. Il mène un combat essentiel qui touche à des valeurs fondamentales comme la liberté, le droit à l'enseignement et à la santé, la condition de la femme et de l'enfant. C'est un combat solitaire. Il ne reçoit que peu d'aide, peu d'aide humanitaire.

L'opinion internationale doit comprendre qu'à travers le combat du commandant Massoud se jouent l'avenir et l'équilibre d'une grande partie du globe. Une éventuelle victoire de l'extrémisme musulman entraînerait une contagion dans les républiques russes et les autres pays de la région à dominante musulmane. Le projet du commandant Massoud est d'établir la paix et la stabilité en Afghanistan avec toutes ses composantes afin d'instaurer un gouvernement libre et parlementaire. Il refuse un régime extrémiste, celui des Tâlebân qui essaie de faire de l'Afghanistan le siège du terrorisme international. Il refuse une solution au profit d'un seul groupe ethnique. Il combat pour sauvegarder les droits de l'homme, la dignité et les libertés essentielles qui sont bannies dans 80% du pays.

L'avenir de l'Afghanistan peut-il s'écrire dans cette volonté d'ouverture qui consiste en une réunification des différentes ethnies du pays et qui refuse toute ingérence du Pakistan ? C'est mon vœu.

L'assemblée générale d'AFRANE

La date de la prochaine assemblée générale d'AFRANE a été fixée au samedi **18 mars** à 14 heures au local d'AFRANE, 16 passage de la Main d'Or, Paris 11^{ème} (métro Ledru Rollin). Il est important qu'un grand nombre d'adhérents viennent à cette réunion qui permettra, outre les différentes décisions statutaires, de faire le point sur la situation de notre association et d'entendre des témoignages sur ce qui se passe en Afghanistan.

des Tâlebân affirment que "Ben Laden est en quasi rési-dence surveillée et qu'il est devenu pour l'Afghanistan un problème politique". Les Tâlebân ne demanderaient pas mieux de s'en débarrasser " mais pas sous l'effet de menaces".

- **Le 18 : L'opposition reprend** les villes de Khwadja Ghâr et de Hazar Bâgh dans le nord.

- **Le 19 : Un haut responsable américain** rencontre des représentants des Tâlebân pour les avertir de " ce qui va leur arriver s'ils ne se conforment pas à la résolution des Nations unies ".

- **Le 20 : L'envoyé spécial de l'ONU, M.**

Brahimi suspend sa mission de paix, car selon lui les belligérants afghans ne recherchent pas sérieusement une issue pacifique au conflit.

L'hebdomadaire officiel des Tâlebân affirme que deux avions français auraient livré armes et munitions aux forces du commandant Massoud. Ces avions auraient atterri sur la base de Kouliab au Tadjikistan. La France dément et indique qu'un avion chargé d'aide humanitaire a atterri à Douchanbé. Cette aide a été distribuée par des ONG sur place.

- **Le 21 : Les prix de la farine en Afghanistan** augmentent sensiblement

après que le Pakistan a stoppé le commerce transfrontalier.

La coalition contre l'utilisation d'enfants soldats (Amnesty international, Human Rights Watch, Save the Children, Terre des Hommes ...) dénonce le calvaire des 300 000 enfants utilisés dans des conflits (Liberia, Sierra Leone, Colombie et Afghanistan).

- **Le 22 : Trois leaders chiïtes** écrivent au président Rabbâni en le menaçant de quitter son gouvernement s'ils ne sont pas associés aux processus de décision.

- **Le 23 : Un ancien commandant** modjahed, Hadji Ahmad Nourzaï, est assassiné à Tchaman au Pakistan.

- **Le 24 : Les autorités tâlebs proposent des pourparlers** aux Etats-Unis en précisant que cela pourrait inclure la question de Ben Laden.

- **Le 25 : Les combats** entre les Tâlebân et leurs opposants persistent dans le nord de l'Afghanistan en dépit des appels à un cessez-le-feu de trois jours lancé par l'ONU pour permettre le déroulement d'une campagne de vaccination contre la polio.

- **Le 26 : Le Programme Alimentaire Mondial** pense fournir 115 800 tonnes d'aide en nourriture pour l'Afghanistan en l'an 2000.

L'Assemblée Générale des Nations unies accepte comme les années précédentes la délégation de l'ancien président Rabbani pour représenter l'Afghanistan.

- **Le 27 : L'opposition affirme** avoir repris plusieurs localités dans la vallée de Dare Suf de la province de Samangan.

Les Tâlebân procèdent à un remaniement d'un certain nombre de postes de haute responsabilité. Mullâ Mutawakil est nommé ministre des Affaires étrangères à la place de Mullâ Hasan Akhund.

- **Le 29 : Ben Laden** aurait demandé à quitter l'Afghanistan.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères des Tâlebân affirme que sa priorité

Réfugiés en Europe

Le HCR a publié au mois de juin dernier des statistiques sur les demandes d'asile ces dernières années en Europe. En 1997, 16 100 Afghans ont demandé l'asile dans 19 pays européens, en augmentation de 31% par rapport à 1996 (12 200). C'est le chiffre le plus élevé depuis au moins 1990. Les trois quarts des demandeurs de 1998 ont déposé leur demande en Allemagne ou aux Pays-Bas. Plus précisément, 64% des demandes d'asile de ressortissants afghans déposées en Europe entre 1990 et 1997 l'ont été en Allemagne. Cependant les Pays-Bas sont devenus le pays le plus demandé depuis 1997, du fait de sa plus grande souplesse dans l'accueil des réfugiés. En ce qui concerne le taux de réponses positives aux demandes d'asile, il s'est élevé à 22% auxquels il faut ajouter 18% pour lesquels a été accordé un statut humanitaire. Si les Afghans représentent 2,4% des demandeurs d'asile sur la période considérée, ils sont 5% de ceux qui reçoivent une réponse positive et 18% de ceux qui obtiennent un statut humanitaire. Le HCR estime à 2 616 000 le nombre total de réfugiés afghans dans le monde.

La Russie serait la plaque tournante de l'immigration clandestine en provenance d'Asie ou d'Afrique. Il y aurait plus de 500 000 immigrés illégaux du Bangladesh, de Turquie, du Sri Lanka, du Pakistan et d'Afghanistan. Ces immigrés espèrent ensuite poursuivre leur route vers l'Europe occidentale.

La difficulté, voire l'impossibilité pour les Afghans réfugiés par exemple au Pakistan d'obtenir un visa pour un pays européen, conduit un certain nombre d'entre eux à se confier dans les mains de passeurs assez expérimentés. Les scénarios les plus aventureux sont imaginés pour faire parvenir des membres de la famille dans un pays d'Europe. Les Pays-Bas sont, on l'a vu le pays le plus accueillant, et les réfugiés le savent bien sûr. Reste ensuite à faire venir le conjoint dans le cadre d'un regroupement familial. L'ensemble des démarches, le refoulement à telle ou telle frontière, les

difficultés de toutes sortes font que les familles restent dispersées pendant de longues années.

Tel réfugié en provenance du Pakistan, a obtenu un billet d'avion pour les Pays-Bas, via Dubaï, le Kenya et Paris, grâce bien sûr à de faux papiers. Mais en réalité, il souhaite se rendre dans un autre pays européen où il a déjà un peu de famille. Arrêté à Roissy, il est cependant relâché par la police qui l'autorise à faire une demande d'asile en France, mais sa demande sera-t-elle acceptée ? Il ne connaît pas le français, et n'a pas de famille en France.

De plus en plus fréquemment des cas sont portés à notre connaissance de réfugiés qui se sont mis dans des situations impossibles pour échapper à la désespérance qu'ils connaissent en Afghanistan ou dans les pays voisins.

La clause de Schengen obligeant les réfugiés parvenus en Europe à faire leur demande d'asile dans le pays de premier accueil, conduit à des absurdités, avec des Afghans obligés de résider en Allemagne alors que leur famille est en France ou vice-versa. Un peu de souplesse ne permettrait-il pas de résoudre de nombreux imbroglios familiaux et de faciliter la vie de beaucoup de familles ?

Les autorités européennes aimeraient bien diminuer ce flot d'arrivées clandestines et ont entrepris un programme à destination des réfugiés résidant au Pakistan pour mieux les informer sur les dangers et les difficultés de l'immigration clandestine. On peut se demander si un tel programme aura une grande utilité, tant est grand le désir de rejoindre tel ou tel proche qui a réussi, ou dont on pense qu'il a réussi ou tout au moins qu'il a une vie tranquille en Europe, alors qu'il est si difficile de s'en sortir au Pakistan où demeurent permanentes les tensions, les brimades des Tâlebân ou de leurs alliés locaux et les menaces d'expulsion souvent brandies par les autorités pakistanaïses. ■

Une publication CEREDAF/UNESCO

LA FEMME AFGHANE A TRAVERS L'HISTOIRE DE L'AFGHANISTAN

Les actes du colloque organisé à l'Unesco
le 11 décembre 1998 par le CEREDAF

avec les interventions de
Emma BONINO, Bernard DUPAIGNE,
Helena MALIKYAR, Senzil NAWID,
Nancy HATCH DUPREE,
Carol LEDUC, Pierre LAFRANCE,
Kacem FAZELLY et India d'AFGHANISTAN

104 pages, format 16 x 24 cm
Prix: 80 FF plus 20FF de port
Règlement à l'ordre du CEREDAF

16, passage de la Main d'Or, 75011 Paris

est l'amélioration des relations avec les Etats-Unis et le monde occidental. Les Tâlebân vont statuer prochainement sur la demande de Ben Laden de quitter le pays.

Novembre

- **Le 1 : L'opposition affirme** s'être emparée de Sang Tchârak et avoir tué Maolawi Aminullah Amin, gouverneur de la province de Sar-e Pol. Un accrochage entre des partisans de Dostam et de Rabbâni est aussi signalé dans la même région le lendemain. **Le représentant des Tâlebân** à New York

propose de réunir un groupe de magistrats pour juger Ben Laden.

- **Le 2 : Il n'est pas dans l'intérêt** de l'Afghanistan de continuer à héberger Ben Laden, estime le ministre saoudien de la Défense, qui qualifie Ben Laden de traître à l'islam.

- **Le 9 : Le chef suprême des Tâlebân** affirme que son mouvement est prêt à un cessez-le-feu si toutes les parties afghanes sont d'accord pour envoyer des combattants en Tchétchénie. L'opposition rejette cette proposition.

- **Le 10 : Environ 500 islamistes ouzbeks** auraient quitté le Tadjikistan pour la pro-

vince afghane de Kunduz. Ils craindraient une répression en Ouzbékistan.

M. Modjaddedi, ancien président de l'Afghanistan, demande au Pakistan de retirer d'Afghanistan tous ses nationaux supposés y combattre.

Un séisme d'une magnitude 6 sur l'échelle de Richter et ressenti en Inde et au Pakistan, secoue la région de Zebak au Badakhchan.

- **Le 12 : Plusieurs personnes** sont blessées à Islamabad par des explosions. Cette série d'explosions, qui semble avoir eu pour cible des bâtiments de l'ONU et des Etats-Unis, est probablement liée aux sanctions économiques envisagées à l'encontre de l'Afghanistan.

Une bombe explose devant la principale mosquée de Wazir Akbar Khân à Kaboul tandis que le ministre tâleb des Affaires étrangères y fait sa prière. Son chauffeur et deux passants sont blessés.

- **Le 14 : Les sanctions de l'ONU** contre l'Afghanistan entrent en vigueur. Elles comprennent l'interdiction des vols de la compagnie aérienne Ariana et le gel des avoirs des Tâlebân à l'étranger. En signe de protestation, des milliers de personnes manifestent dans les rues de Kaboul en jetant des pierres sur les bureaux des Nations unies et de l'ex-ambassade américaine. D'autres manifestations ont lieu à Kandahar, Farah, Mazar-e Charif, Hérat et Djalalabad. Le président du bureau de lutte contre la drogue des Tâlebân déclare que les sanctions de l'ONU vont encourager les paysans à accroître la culture de la drogue.

Les attentats commis au Pakistan sont condamnés par le chef suprême des Tâlebân, Mollah Omar.

- **Le 15 : L'afghani subit une nouvelle baisse** à la suite de la mise en application

Brèves

Diarrhée : 85 000 enfants meurent de diarrhée chaque année en Afghanistan, selon l'UNICEF.

Aï Khanoum : 20 ans de guerre et de pillage en Afghanistan ont réussi ce que 24 siècles n'avaient pu accomplir : la destruction presque totale du site d'Aï Khanoum. Des 118 colonnes d'un palais somptueux, il ne reste plus que quelques socles, quelques fûts couchés et des chapiteaux mutilés par les burins de pillards. (AFP, 24.11)

Réfugiés : L'Union Européenne va freiner l'afflux des réfugiés et immigrés de cinq pays en développement (Afghanistan, Somalie, Sri Lanka, Maroc et Irak) en offrant une assistance économique et coordonnée à ces Etats. Le but est d'informer les prétendants à l'asile des difficultés d'obtention des papiers, de la délivrance de permis de séjour et des prestations sociales, afin de briser le mythe du paradis en Europe miroité par les organisateurs du trafic des réfugiés. (AFP, 08.09)

Polio : Depuis le début de l'année, on a diagnostiqué en Afghanistan 103 cas d'infection par le virus de la poliomyélite, alors que ce virus a disparu d'Europe. L'OMS a programmé l'éradication totale de la maladie pour la fin de l'année 2 000. (Le Monde, 12-13.12) [cet objectif peut sembler optimiste, compte tenu de la situation en Afghanistan.]

Education : Selon le Fonds des Nations unies pour la population, 54% des garçons et 84% des filles sont exclus de l'enseignement primaire. 78% et 92% du secondaire tandis que le pourcentage des analphabètes de plus de 15 ans atteint 53% pour les hommes et 85% pour les femmes. (Message du Secours catholique, nov 99)

Télévision : Certains responsables tâlebân se déclarent en faveur de la création d'une chaîne de télévision à Kaboul, contre l'avis des mollahs et de hauts dignitaires. (Le Point, 26.11)

Niveau de vie : Le salaire moyen en Afghanistan est tombé à 5 dollars par mois. La consommation de pain pour une personne revient à 4 dollars par mois. (AFP, 15.10)

Gardes-frontière : Sur la frontière tadjiko-afghane les gardes-frontière de Russie arrêtent les activistes islamistes mais laissent passer les trafiquants de drogue malgré les rapports qui font état d'arrestations et de saisie de drogue. (Le Figaro, 05.11)

Tchéchénie : Les chefs de guerre tchéchènes Chamil Bassaïev et Khottab recrutent des mercenaires en Afghanistan, au Pakistan et en Arabie Saoudite, selon le n°2 de l'Etat-major des forces de l'armée russe. (AFP, 07.10)

Dépenses d'armes : Les premiers pourvoyeurs d'armes dans le monde sont les Etats-Unis, la France, le Royaume Uni, la Russie et Israël. Les dépenses d'armement représentent en pourcentage du PIB, 14,5% pour l'Afghanistan (4^{ème}). (AFP, 21.10)

Iran : Il y a 4 000 prisonniers dont 70% de trafiquants de drogue dans le Seistan-Balouchistan iranien. A Zahédan sur les 3 756 prisonniers, il y a 374 Afghans. (AFP, 26.10)

Chine : La Chine redoute l'apparition d'un mouvement islamiste radical, inspiré du Pakistan et de l'Afghanistan. (AFP, 31.10)

Polygamie : Le Turkménistan, république d'Asie centrale, s'appête à autoriser la polygamie. L'accord écrit de la première femme sera nécessaire. (Libération, 25.11)

Enfants soldats : Les Tâlebân procèdent au recrutement d'enfants soldats, a dénoncé L'UNICEF. Ces enfants n'ont que 14 ans pour certains d'entre eux. (Actualité des religions, 09.10)

MSF : L'Afghanistan est le 10^{ème} bénéficiaire des aides de MSF avec 3,9 millions d'euros. (Libération, 16.10)

Bâmyân : Les fresques des sites bouddhiques de Bâmyân sont vendues en morceaux au bazar de Peshawar. (Le Monde, 01.12).

Madame Wallon

Madame Suzanne Wallon, grand-mère de Thierry Niquet, et qui était une fidèle adhérente d'AFRANE, vient de décéder dans sa 85^{ème} année. Elle s'enquerrait régulièrement des informations, hélas fort minces, que nous pouvions avoir recueilli sur la disparition de son petit-fils lors d'une mission humanitaire en Afghanistan pour le compte d'AFRANE et de la Guilde du Raid. Malgré la tristesse qu'elle avait ressentie lors de la disparition de son fils, et tout en regrettant que les circonstances politiques et militaires locales n'aient pas permis une enquête approfondie, elle nous écrivait en 98 : " la communauté internationale se doit d'encourager les jeunes à venir comme mon petit-fils secourir ce peuple [les Afghans] en difficulté "

" Près de Thierry, elle trouve enfin la sérénité " nous écrit Madame Petit-Wallon, sa fille.

des sanctions du Conseil de Sécurité et s'établit à 100 000 afghanis pour 103 roupies pakistanaises, soit 1,90 \$.

L'opposition affirme que ses troupes sont entrées dans la ville de Aybak, chef-lieu de la province de Samangan.

- Le 16 : Le chef suprême des Tâlebân demande à la population afghane de cesser les manifestations contre les sanctions de l'ONU et de prier à la place pour que la colère de Dieu s'abatte sur ceux qui en sont responsables.

Une mère de 7 enfants est exécutée dans le stade de Kaboul pour le meurtre de son mari il y a deux ans.

- Le 17 : Les Tâlebân décrètent que le séparatisme tchétoche est une cause islamique. Dans une lettre adressée à la Conférence islamique, le chef de la diplomatie afghane présente l'offensive russe comme l'invasion d'un pays islamique.

- Le 18 : Quelques 25 personnes sont tuées et de nombreuses autres blessées par plusieurs raids aériens des Tâlebân menés dans la vallée du Pandjchir.

Après une visite à Kaboul du coordinateur des Nations unies pour l'aide humanitaire, pour obtenir des garanties de sécurité, le personnel des Nations unies en Afghanistan reprend ses activités, suspendues après les attaques dont l'ONU a fait l'objet les jours précédents. Les Tâlebân ont promis une indemnisation pour les dommages subis par les bâtiments de l'ONU.

L'Iran ouvre sa frontière avec

l'Afghanistan à Islam Qala.

Le Président Rabbâni nomme un envoyé spécial auprès des autorités pakistanaises en vue d'améliorer ses relations avec le Pakistan.

- Le 19 : Le Programme alimentaire mondial souhaite qu'un corridor humanitaire soit ouvert pour acheminer l'aide à 50 000 Afghans déplacés dans la vallée du Pandjchir qui ont besoin de nourriture et d'abris. Sur les 6 000 tonnes de vivres permettant aux 50 000 personnes de tenir jusqu'au printemps, 3 000 sont déjà parvenues à destination.

Les Tâlebân demandent l'autorisation d'un vol hebdomadaire vers l'étranger pour acheminer le courrier.

- Le 20 : Une fatwa édictée par des religieux proches de l'opposition accuse Ben Laden d'armer et de financer les Tâlebân pour continuer le bain de sang et autorise l'exécution d'O. Ben Laden.

Dix morts lors d'affrontements entre deux tribus au Paktya.

- Le 21 : Les Tâlebân acceptent la réouverture d'un consulat iranien à Hérat.

Les Tâlebân annoncent qu'ils ne s'opposent pas au passage d'une aide humanitaire vers le Pandjchir.

- Le 22 : A l'initiative de l'ancien roi Zahir Chah, 55 personnalités afghanes se réunissent à Rome du 22 au 25 pour préparer la tenue d'une Loya djirga (grande assemblée). Les ambassadeurs de plusieurs pays étran-

gers, dont le Pakistan, sont présents. Une commission préparatoire, dirigée par Sultân Mahmoud Ghazi, est constituée. Le Secrétaire Général des Nations unies exprime l'espoir que cette réunion contribuera au retour de la paix. M. Modjaddedi, l'un des participants, déclare que la Loya djirga ne pourra réussir qu'avec le soutien pakistanais.

L'ONU chiffre les besoins en aide humanitaire de l'Afghanistan pour l'année 2000 à 220,7 millions de dollars.

L'opposition affirme avoir repris tout le terrain perdu cet été lors de l'offensive des Tâlebân.

Plus de 2 300 maisons ont brûlé dans le district de Khwadjaghar, selon un représentant d'une organisation humanitaire. Plus de 31 500 personnes sont sans abri.

Un groupe de "sages", intellectuels, savants et artistes afghans se réunit à Téhéran pour tenter de faire avancer la paix en Afghanistan.

Des commandos iraniens tuent 16 trafiquants de drogue afghans au nord-est de l'Iran.

Le ministre tâlebân des Affaires étrangères, W.A. Motawakil affirme que les Tâlebân n'ont pas de problèmes avec les Iraniens auxquels ils ont adressé deux rapports concernant l'assassinat de leurs ressortissants en 1998.

- Le 23 : Le ministre des Affaires étrangères des Tâlebân affirme ne mettre aucune condition préalable pour discuter avec

Publicité

LE COURRIER DU LIVRE

Rencontres en chemin

Omar Michaël BURKE

O.M. Burke, dans sa quête de la tradition soufie, nous fait pénétrer au cœur de l'Afghanistan, parce que le soufisme est le noyau de son patrimoine culturel et spirituel. Et ce patrimoine a valeur universelle.

Les soufis de l'Hindou Koush, les Communautés Amou-Daria, les soufis du Nouristan l'accueillent, répondent à ses questions, lui montrent le chemin.

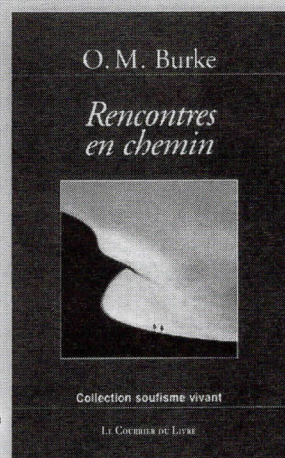
Il note à propos des soufis Amou-Daria (p. 258) :

« ... Ils affirment que la voie soufie est la seule qui puisse, de par sa nature même, se propager dans le monde entier. Selon eux, c'est à partir de cette zone géographique [l'Afghanistan] que le message soufi doit être diffusé, pour être ensuite naturalisé dans chaque société. »

L'auteur n'évoque pas seulement un passé légendaire et glorieux, l'Afghanistan éternel.

Il nous parle du présent et du futur, et du rôle que le soufisme d'aujourd'hui peut jouer dans le monde d'aujourd'hui.

ISBN 2-7029-0385-1 - 13,5 x 21,5 - 304 pages - 130 F



LE COURRIER DU LIVRE
21 RUE DE SEINE - 75006 PARIS

Nom : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____
Ville : _____

Ci joint mon règlement par chèque ou CCP,
à l'ordre du Courrier du Livre
Frais de port et d'emballage: ajouter 20 F

les Etats-Unis de l'affaire Ben Laden. Il estime que ce sont les Etats-Unis qui ne veulent pas en discuter.

- **Le 24 : Nadjmuddin Khan**, l'un des principaux lieutenants du commandant Massoud, est assassiné au Badakhchân dans une embuscade tendue par des rivaux.

- **Le 25 : La police pakistanaise** arrête un groupe d'extrémistes religieux, entraînés en Afghanistan, tenus pour responsables de 26 meurtres dont ceux de 11 policiers dans la région de Multan.

L'opposition afghane accueille favorablement la rencontre de Rome.

Plus de 3 000 réfugiés afghans en Iran ont été expulsés d'Iran durant les deux dernières semaines, selon le HCR.

- **Le 28 : Les Tâlebân annoncent** la constitution de centaines de conseils islamiques pour superviser les mécanismes judiciaires et administratifs des différentes régions d'Afghanistan.

Décembre 1999

- **Le 1 : Les Nations unies** réunissent pour la première fois sur le terrain des officiels des Tâlebân et de l'opposition pour régler des questions humanitaires. La rencontre est qualifiée de positive.

20 Tâlebân sont tués lors de l'attaque d'une de leur base près de Kaboul par un groupe non identifié, selon l'agence iranienne IRNA.

Les Tâlebân disent accepter la tenue d'une Loya djirga en Afghanistan si la question des dirigeants de l'Afghanistan n'est pas à l'ordre du jour.

Les Tâlebân rejettent les accusations d'un rapport de l'ONU faisant état de la présence de combattants de 14 ans dans leurs rangs. Pour le prouver, les Tâlebân autorisent une délégation de l'ONU à se rendre sur le front de la plaine de Chamâli. De retour de cette mission, M. De Mul déclare que ce qu'il a vu ne lui donne pas l'impression que des enfants de 14 ans sont utilisés.

- **Le 6 : Un convoi d'aide humanitaire** à destination des réfugiés au Pandjchir traverse pour la première fois la ligne de front entre les Tâlebân et l'opposition.

- **Le 7 : Les Tâlebân libèrent** 450 prisonniers à l'occasion du début du Ramaddan. Des Afghans rappellent à cette occasion la détention d'Ismaël Khân, détenu sans jugement depuis plus de deux ans.

- **Le 11 : Le Général Malek**, revenu des Etats-Unis, aurait rejoint les rangs de Massoud et s'apprêterait à reprendre le combat avec 2 000 hommes. De son côté, Dostam serait également rentré en Afghanistan, en provenance de Turquie.

- **Le 12 : Les Tâlebân lancent une enquête** à Kaboul sur tous les fonctionnaires ayant reçu des récompenses à l'époque communiste.

Périodiques spécialisés

- **Afghanistan Info**, n°45, septembre 1999 [Ethnizität im Afghanistankonflikt, *Bernt Glatzer*, L'Afghanistan, un repoussoir commode pour la Russie et l'Ouzbékistan, *Philippe Frison*, Perspectives on the status of women in Afghanistan, *Carol A. Le Duc*, L'éducation en Afghanistan aujourd'hui, *Etienne Gille*, The culture of music in the Afghan transnational community, *John Bailey*, Ai-Khanoum, un triste destin, *Osmund Bopearachchi*]
- **The Firmest Bond**, n°74-75, Summer & Fall issue 1999 [Comparative study of the first british invasion of Afghanistan and the soviet military intervention, *Aziz Naïm*, Tatma-ul-Bayan fi-ul-tarikh al afghan, *Dr Javid's*, The pipeline wars, *Amin Tarzi* et de nombreux autres textes ou documents sur l'Afghanistan]
- **ARIC Bulletin**, bulletin bibliographique doublé d'une chronologie publié par ACBAR, UPO 1084, Peshawar. (dernier bulletin reçu : décembre 1999)
- **Afghanistan Nytt**, n°3/1999, revue en suédois du comité suédois pour l'Afghanistan.
- **Waraq-e khabari**, Association des Afghans en Suisse, août 1999 (BP 2027 Lausanne).
- **Afghan Communicator**, Summer 1999. [et aussi : *Afghan Communicator*, "Ahmad Shah Durrani" August/september 1998 ; *Afghan Communicator*, "Islam" November/december 1998]
- **Bulletin du CEREDAF**, n° 157, octobre, 158, novembre, 159, décembre. [Les nouvelles au jour le jour du mois précédent, dix ou onze numéros par an, abonnement 100 F, bibliothèques 150 F, étranger 120 F uniquement par mandat postal, à l'ordre du CEREDAF, 16 passage de la Main d'Or, 75011 Paris].
- **Lueur**. Revue de presse sur l'Afghanistan, mensuel portant sur la presse pakistanaise anglophone ainsi que sur des articles de la presse internationale, notamment iranienne, saoudienne ... (dernière parution : novembre 1999)
- **Bustan**, 2/1999. [Revue en tchèque et en persan].
- **Faryâd-e Bigonâhân**, avril 1999, trimestriel, organe de Help the Afghan Children (Etats-Unis).
- **Historia**, L'islam, n°62 novembre-décembre 1999, 35F.

Livres et dossiers

- **Les dollars de la terreur**, de *Richard Labévière*, Grasset, 433 p, 145 FF [plusieurs chapitres portent sur l'Afghanistan]
- **Afghanaid Village life**, Annual Review 1998.
- **La guerre d'Afghanistan vue par les**

Soviétiques, *C. Lambert*, mémoire de maîtrise, juin 1999, Paris I.

- **Ayna**, de *Mohammed Amân Naderi*, 45 p. [recueil de poèmes en dari]
- **Unholy Wars : Afghanistan, America and International Terrorism**, *John K. Cooley*, Pluto Press, London, 29,95\$.
- **Les Arts de l'Asie centrale**, *Pierre Chuvin*, Citadelles et Mazenaud, 1200 F.
- **Le pain de l'homme**, *Bernard Dupaigne*, Editions de la Martinière, 295 F.
- **War, Politics and Society in Afghanistan, 1978-1992**, *Antonio Giustozzi*, Londres, C. Hurst & Co, 1999, 288p, 45 £.
- **Kabul under Siege. Fayz Muhammad's Account of the 1929 Uprising**. Princeton, Markus Wiener Publ., 1999 ; 308 p. 22,95 \$ (broché). [" Cette année troublée (...) apparaît comme une préfiguration du conflit actuel. Un livre passionnant " selon Pierre Centlivres]
- **Three Hundred Hazaragi Proverbs** (with literal and meaning-based translations into english). Quetta, Hazarahi Literacy Organization, 1999 ; 67 p.
- **Dictionnaire Pashto-Français**, *Habib Kabir et Wardag Akbar*, L'Asiathèque 1999, 448 p, 175 FF. En vente au CEREDAF. [Premier dictionnaire pashto-français, avec 13000 entrées et une introduction de David Septfonds]

Six dossiers d'Amnesty International publiés à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de l'invasion soviétique de l'Afghanistan:

- Afghanistan : cruel, inhuman or degrading treatment or punishment (9p) [en couverture, l'incroyable et insupportable photo d'un jeune tâleb exhibant des mains coupées qu'il transporte dans les rues de Kaboul]
- Women in Afghanistan : Pawns in men's power struggles (13p)
- Human rights defenders in Afghanistan : civil society destroyed (9p)
- Children devastated by war : Afghanistan's lost generations (11p)
- Afghanistan : The human rights of minorities (11p)
- Refugees from Afghanistan : The world's largest single refugee group (13 p)

Articles et reportages

- **Les vrais chemins de la drogue**, texte et photos de *Stéphane Allix*, Valeurs actuelles, 25.09.
- **Le dépôt de Mir Zakah, le plus grand trésor du monde**, par *Osmund Bopearachchi*, Dossiers d'archéologie,

novembre 99.

- **De Kaboul au Kosovo**, *André Fontaine*, Politique étrangère, n°3/99, automne 1999, pp 491-504.
- **Les disparus de Chamâli**, *F Marcie*, Le Monde, 09.09.
- **The Last TV station**, *A. Rachid*, Far Eastern Economic Review, 23.09.
- **Etat, islam et tribus face aux organisations internationales, le cas de l'Afghanistan 1978-1998**, *Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Demont*, Annales Histoire, Sciences sociales, n°4, juillet-août 1999, pp. 945-965, librairie Armand Colin. (voir plus loin)
- **Aï Khanoum, une ancienne cité grecque d'Asie centrale**, *Paul Bernard*, Pour la Science, dossier hors série, octobre 99.
- **Oppressions afghanes**, *C. Aubry*, Le Monde diplomatique, nov 1999.
- **Six écoles de fortune à Kaboul**, *Y Casalis*, Message du Secours catholique, novembre 1999.
- **Les Tâlebân au coeur de la déstabilisation régionale**, *A. Rachid*, Le Monde diplomatique, nov 1999.
- **The Taliban : Exporting Extremism**, *A. Rachid*, Foreign Affairs, pages 22-35, November-december 1999.

NOTES DE LECTURE

L'anthropologue face à l'humanitaire

Au cours de ces 20 ans de guerre, Pierre et Micheline Centlivres, bien connus des lecteurs des *Nouvelles d'Afghanistan*, ont contribué à une meilleure connaissance de l'Afghanistan. Reprenant nombre de leurs travaux, notamment dans les camps de réfugiés, et évoquant les recherches conduites par d'autres ethnologues sur les mêmes sujets, ils dressent dans une nouvelle étude un panorama des difficiles relations entre la société afghane et les organisations internationales, agences des Nations unies, CICR et ONG. A travers le prisme de l'intervention humanitaire et des réactions qu'elle suscite, sont mises à jour les tensions qui traversent la société et la culture de l'Afghanistan entre Etat, islam et puissance des structures tribales.

Intervenants externes voués à apporter une aide en provenance des pays occidentaux et donc redevables devant ces derniers, les organisations humanitaires se retrouveraient rapidement handicapées par leur incompréhension assez profonde des mécanismes de la société afghane et de l'"ethos" afghan, en hiatus avec leur propre conception ethnocentrique de solutions dictées par l'idéologie universaliste qui sous-tend l'action humanitaire. Les deux auteurs observent qu'en négligeant ainsi l'enchevêtrement des tissus sociaux qui régit la

société afghane et le poids des déterminants religieux et culturels, les organisations occidentales cherchent à créer de l'identité, et de fait suscitent des changements sociaux profonds. Au fil des trois étapes du conflit – l'invasion soviétique alors que l'aide humanitaire se cantonnait aux camps de réfugiés, le gouvernement Rabbani et "l'ère des Commandants", et depuis 1996 les Tâlebân – les organisations humanitaires se sont efforcées de contourner les structures existantes notamment les familles et les groupes de solidarité, ne voyant en elles qu'autant d'indésirables intermédiaires, pour atteindre directement les "plus vulnérables", et plus particulièrement les femmes. Partant, les organisations internationales se sont retrouvées confrontées à des stratégies et des réponses actives de la part des réfugiés tout d'abord, puis des structures qu'elles ont contribué à créer – hommes d'influence, conseils de villages, ONG afghanes –, à l'appétit clientéliste et aux pouvoirs fragmentaires des commandants de l'ancienne résistance, et finalement à la forme de pouvoir central que sont les Tâlebân, ces derniers cherchant avant tout à se débarrasser d'elles. Emanation de la société pachtounne tout en se maintenant hors des divisions tribales, les Tâlebân remplissent le vide étatique et souhaiteraient exclure les ONG – bien que les auteurs récusent ici la réalité de l'"expulsion" qui émailla les relations entre ONG et Tâlebân en 1998, attribuant plutôt le retrait des agences aux circonstances et à une rupture – toute momentanée – du dialogue.

Ainsi, les difficiles interactions entre agents de l'aide humanitaire et Afghans "bénéficiaires" seraient régies par une certaine incompréhension mutuelle, mais aussi par la faculté d'adaptation des structures communautaires et la force de la culture tribale. Remarquons peut-être de notre côté que la réflexion et la "question des conditions morales" sur ces impossibles relations existent bel et bien chez de nombreux acteurs de l'"humanitaire", et que comme l'annonce ce numéro d'*Annales*, loin de la confrontation, les anthropologues jouent toujours un rôle essentiel pour apporter des réponses.

Olivier TIRARD-COLLET

Etat, islam et tribus face aux organisations internationales, le cas de l'Afghanistan 1978-1998, *Centlivres Pierre, et Centlivres-Demont Micheline*, Annales N°4, Juillet-Août 1999 – "L'anthropologue face à l'humanitaire".

Criminalité en Asie centrale

Sous un pseudonyme, un fin connais-

seur de terrain de l'Asie centrale publie les résultats d'enquêtes et de réflexions sur un sujet pour le moins dangereux et d'actualité, dans lequel, avec une production record d'opium en 1999, l'Afghanistan trouve toute sa place... L'Asie centrale et les républiques du Caucase, auparavant sous la domination de Moscou, sont happées dans une spirale de violence criminelle qui se déchaîne au delà des frontières de ces nouveaux Etats, aux premiers rangs desquels on retrouve la Tchétchénie et le Tadjikistan, tous deux secoués par la guerre civile. Les pègres locales se développent sur un riche terreau d'instabilité politique et de crises militaires, de fragilité ethnique et de corruption des autorités locales. Verleuw examine en détail les différentes formes que prend cette criminalité organisée: meurtres, prises d'otages, trafics divers et notamment de drogue – pour lequel l'Afghanistan fait l'objet d'une étude particulière – et de matériel militaire et nucléaire. Cette analyse met en lumière les liens entre la criminalité et les économies locales, les flux financiers, les objectifs politiques et diplomatiques des Etats concernés notamment la Russie. Les causes d'un tel déchaînement des activités criminelles sont toutefois un peu rapidement survolées, étant presque toutes assimilées aux dysfonctionnements du système soviétique et à la crise actuelle. Après avoir évoqué d'effrayantes perspectives d'avenir, sur fond de potentielles crises frontalières et ethniques, l'auteur conclut sur une note optimiste concernant la coopération internationale. L'ouvrage comporte enfin des fiches techniques sur chacun des Etats de la région.

Lorsque l'on parle de criminalité en Asie centrale et au Caucase, il est bien sûr difficile d'ignorer l'Afghanistan, qui occupe une place conséquente dans le livre, de par son rôle dans la production de drogue, mais aussi dans les activités des réseaux islamistes militants. A l'heure d'une nouvelle offensive russe en Tchétchénie, l'ouvrage prend une particulière résonance. La présentation est plutôt factuelle qu'analytique, on y retrouve de dérangeantes références à un certain déterminisme culturel, mais elle a le considérable mérite d'introduire le problème dans une vision synthétique d'ensemble, à une échelle planétaire. De même, elle repose sur une abondante littérature de périodiques occidentaux bien que l'auteur critique le manque d'intérêt des médias pour la pègre centro-asiatique. La mise en lumière des liens complexes et ambigus entre la criminalité organisée et les activités politiques des Etats ou des guérillas reste la qualité première d'un ouvrage accessible et passionnant.

Olivier TIRARD-COLLET

Trafics et crimes en Asie centrale et au Caucase, *Camille Verleuw* Paris : Presses universitaires de France, 1999, 193 p.

La dislocation de l'Union soviétique et l'Afghanistan

Dr. Maïddin SHAMS*

Il y a 20 ans, le 27 décembre, l'invasion de l'Afghanistan par les troupes de l'Armée rouge commençait. C'est l'occasion de cet anniversaire peu joyeux que saisit M. Shams pour faire le point sur les conséquences d'une guerre qui a ébranlé l'empire soviétique.

J'ai été frappé par l'entrevue avec le président estonien Lenhart Henry, diffusée par la " 5 " le 23 mars 1999. Lorsque le reporter demanda au président estonien si son pays devait son indépendance à la politique de Gorbatchev, celui-ci, sans répondre par l'affirmative, indiqua que l'URSS avant l'indépendance des républiques était confrontée à de nombreux problèmes économiques et politiques. Sans plus.

Il est aujourd'hui admis qu'avec le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, ce ne furent pas seulement les républiques de l'Union qui gagnèrent leur indépendance. Bien d'autres pays, en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, se trouvèrent soudainement soulagés de la tutelle directe ou indirecte de l'URSS. Les uns après les autres, les pays de la Baltique (Estonie, Lituanie et Lettonie), l'Ukraine, la Biélorussie, la Fédération de Russie elle-même, la Moldavie, les républiques d'Asie centrale et celles du Caucase, tous déclarèrent leur indépendance et furent aussitôt reconnus par la communauté internationale.

Il faut se demander pourquoi, alors que jusqu'au retrait des troupes russes d'Afghanistan, les leaders de l'URSS réprimaient avec violence toute velléité d'indépendance, imposant leur autorité par le biais de dirigeants fidèles et soumis à Moscou - comme ce fut le cas en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968 - ils ont ensuite accepté de voir le mur de Berlin s'effondrer et les deux Allemagne s'unifier?

Est-ce que l'histoire de l'accession à l'indépendance des pays mentionnés plus haut est le simple fait du hasard? Pourquoi ces pays, et en particulier les pays constituant le " Bloc de l'Est ", ont-ils attendu, pour la plupart d'entre eux, près de cinquante ans pour déclarer leur indépendance vis-à-vis de Moscou?

Nous devons admettre que tous ces changements politiques, militaires et géopolitiques de la fin de ce siècle ont été rendus possibles par le djihad, par la Résistance des Afghans. Si les pays occidentaux et leurs alliés en ont fini avec la guerre froide, si les pays du bloc soviétique ont acquis leur indépendance et jouissent pour beaucoup d'entre eux de systèmes démocratiques, si l'OTAN et ses alliés se retrouvent sans rival et si les Américains clament être les gendarmes du monde, tout cela est le résultat du sang versé par plus d'un million et demi d'Afghans, de la résistance et de la lutte à l'intérieur et depuis l'extérieur de ses hommes, de ses

femmes, de ses enfants, de ses paysans, de ses intellectuels contre l'agression extérieure.

Mais quel fut le résultat de cette résistance courageuse, de ce sacrifice consenti pour l'amour d'une terre et d'une histoire, de cette victoire impossible?

1 - *L'exil* : Un pays détruit et à l'agonie; des millions de personnes déplacées et autant de réfugiés vivant en exil dans les pays voisins.

2 - *Gaspillage des ressources humaines et fuite des cerveaux* : Dans cette masse de réfugiés, il y avait des intellectuels, des personnes possédant une expérience en politique nationale et internationale, des scientifiques, des technocrates qui, avec l'aide et le soutien des personnalités et des leaders politiques et militaires de la Résistance, auraient pu être utilisés, avant le chaos actuel, pour construire un Afghanistan moderne et soulager les souffrances de la population.

3 - *Luttes fratricides et fruits de la victoire volés* : Les tueries, les luttes fratricides, les manquements à la parole donnée et les allégeances tournantes (survenus après les résultats positifs du vrai djihad et le retrait des troupes soviétiques) ont eu comme conséquence que l'Occident et, en premier lieu, les Etats-Unis d'Amérique, non seulement ont oublié le sacrifice des Afghans, mais, pis encore, ainsi que semble le prouver l'entretien mentionné plus haut, veulent " masquer le soleil avec deux doigts ", comme s'ils avaient honte de se référer aux conséquences positives de la guerre de résistance des Afghans et comme si leur attribuer le crédit qu'ils méritent devait offenser les " grands " de ce monde!

4 - *Des voisins mal-intentionnés* : Les pays voisins, pleins d'appétit et aux dents bien aiguisées, s'ingèrent sans vergogne dans les affaires intérieures d'un Afghanistan blessé et meurtri. Pour parvenir à leurs fins peu avouables et funestes, soutenus par leurs protecteurs occidentaux, ils manipulent des milices à leur solde pour affaiblir encore un peu plus ce pays qu'ils appellent pourtant " frère ". Ils s'ingénient à torpiller tout processus de paix pour parvenir à leurs desseins peu altruistes, tentant une fois de plus d'isoler les véritables résistants pour les contraindre à continuer leur lutte hors du pays et, ce faisant, les rendre moins " signifiants ", moins incontournables dans le cadre de négociations pour un règlement du conflit.

Malgré tout cela, je suis certain que par la Grâce de Dieu et du fait de l'intelligence de mes compatriotes, le jour va arriver où toutes ces humiliations subies par le peuple afghan cesseront et où les complots incestueux de ses ennemis seront définitivement déjoués. ■

* Ancien fonctionnaire du ministère afghan des Affaires étrangères